Lignes de crêtes

n°11 Violence(s) / Alliance(s)

ISSN 1969-2137
Avril - Mai - Juin 2011
8 €

- Métier
- Église et Foi
- Société
- Et ailleurs ?
- Vie culturelle
- Vie de l'association

Chrétiens dans l'Enseignement Public

Lignes de crêtes

est la revue de *Chrétiens dans l'Enseignement Public*, résultat de la fusion des Équipes Enseignantes et de la Paroisse Universitaire.

Elle s'adresse à ceux qui se sentent concernés par l'école et les questions d'éducation, qui ont le souci de nourrir leur foi pour faire vivre leurs engagements et éclairer leur regard sur le monde.

Abonnement à *Lignes de crêtes*

normal (non-cotisants)	35 €
réduit (cotisants, aumôniers)	25 €
soutien	à partir de 36 €
étranger	40 €

Cotisation à *Chrétiens dans l'Enseignement Public*

Cotisation minimale annuelle de 30 €

Cependant, nous vous proposons de déterminer le montant de votre cotisation en fonction de vos possibilités. Vous trouverez ci-dessous un tableau donnant des indications de montant.

traitement mensuel	cotisation
1000-1400 €	70 €
1400-2000 €	110 €
+ de 2000 €	150 € ou plus

Merci de libeller votre chèque à l'ordre de *Chrétiens dans l'Enseignement Public* et de l'envoyer à :

Chrétiens dans l'Enseignement Public
170 boulevard du Montparnasse
75014 Paris - tél : 01 43 35 28 50

Dans les prochains numéros

- Temporalité
- Discerner

Photos de couverture :
Éric Marty : Mur à Jérusalem
Suzanne Cahen : Pont de Vitry-sur- Seine

Sommaire

Éditorial (Mireille Nicault) ..... p 3
Variations autour de violence et alliance (Marcel Annequin)..... p 4

Métier

Élèves esseulés en lycée (Bernard Lepage) ..... p 5
Violences à l'école (Gérard Diguet) ..... p 7
Violence institutionnelle (Gérard Diguet) ..... p 7
La médiation scolaire (CMFM) ..... p 8
Notes de la conférence de B. Defrance ..... p 10
Regard d'une infirmière en lycée (Cathy Réalini) .... p 12
Promesses non tenues (Mireille Nicault) ..... p 13
Les inspections sans cesse reportées (C. Guilbaud) .. p 14

Église et Foi

Une Église pétrie d'humanité (Antoine Martin) ..... p 15
Choix de la communion fraternelle (M.-F. Tinel) ..... p 17
Non, Dieu n'a jamais voulu la violence (P. Gibert) .. p 18

Société

Former en se référant à la non-violence (Eric Mahot-Guise) ..... p 21
Ne pas laisser faire la torture (ACAT) ..... p 22
Face aux violences (Guy Aurenche) ..... p 24
Genèse 9, 14-15 ..... p 27
La voie (Denise Van Canéghem) ..... p 28
Violence en Corse (Francis Filippi) ..... p 29
Violence dans les conflits du travail (T. Georges) ... p 30

Et ailleurs ?

Lutte des Philippins contre Marcos ..... p 31
Le sentier de la paix..... p 32
Non-violence au pays de Mandela (J.-M. Dumortier) p 34
Procès de mémoire (Louis Touvier)..... p 36

Vie culturelle

Livres, cinéma et musique ..... p 38
Livres pour enfants ..... p 43

Vie de l'association

Rencontre d'Angers ..... p 44
J'ai découvert CdEP (A.-E. Guillaume) ..... p 45
Rapport d'orientation 2011 (A.-M. Marty) ..... p 46
CdEP, réseau d'amis réels... (Gabrielle Gaspard) ... p 47
Classes en panne, enseignants en difficulté ..... p 48

Iconographie

Petite partie d'un grand tout (Alain Gobenceaux) ... p 49

Site de CdEP : www.cdep-asso.org/

Directeur de publication : Anne-Marie Marty - Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse n° 0212 G 81752 du 11 février 2010
Imprimerie Chauveau-Indica, 2 rue 19 Mars 1962 - 28630 Le COUDRAY.

Éditorial

Quand Philippe Bacq[1] nous a affirmé en août dernier "Il y a une manière non violente d'être enseignant", on pouvait naturellement le traduire par : ne pas être vexatoire dans ses propos, apaiser les conflits entre enfants... Ce qui n'est déjà pas simple à appliquer tous les jours, et encore plus dans le contexte d'une fin d'année scolaire...

Mais il nous a proposé un horizon plus lointain que simplement garder le calme afin de gérer le quotidien : *"Chasser les démons, c'est*

- *encourager un enfant*
- *évacuer le mensonge*
- *faire la justice dans la classe".*

Évacuer le mensonge, faire la justice, dans la classe comme dans la société ? Des démarches qui risquent d'occuper moins souvent le devant de la scène dans nos médias, et donc pourquoi pas dans nos esprits, que le mot violence... Si nous ne sommes pas de simples haut-parleurs des actualités télévisées, quelle est pour nous la part de réalité dans cette violence si souvent présente, et la part d'idée reçue venant parasiter nos perceptions ? Au-delà des stéréotypes habituels, on pourra dans ce numéro découvrir les fragilités de certains jeunes, quand la violence reprochée semble plus visible que celle qui leur est faite.

Il n'est pas question d'ignorer les difficultés pour autant : *"Quand tu ne peux plus faire la classe, tu ne peux pas prendre en compte les rapports Nord-Sud !"*, nous avait confié un enseignant. *"La suppression de l'apprentissage du métier est terrifiante"* a ajouté Antoine Prost l'été dernier. S'il est vrai que "Sur le marché de l'emploi, les jeunes issus des quartiers difficiles souffrent d'abord de leurs origines sociales et de la qualité du système d'enseignement"[2], cela nous renvoie à beaucoup de questionnements. N'y a-t-il pas plus à trouver comme remèdes qu'un travail législatif d'endiguement ? Comment repérer au contraire puis mettre en valeur le travail invisible de fond ?

Le système scolaire nous met souvent en compétition, enfants comme adultes. Que veut dire passer à une pédagogie de l'alliance plutôt qu'à une pédagogie de la confrontation, surtout quand nous ne pouvons pas toujours échapper à celle-ci pour autant ?

Émulation, voire compétition ne sont pas nécessairement négatives. Mais faire alliance, c'est se donner un but commun, une démarche allant au-delà d'une simple solidarité de fait. Une alliance est issue d'une rencontre aux différences assumées, entre deux personnes, groupes ou réalités. On se rencontre avec ce qu'on est, pas en faisant le vide en soi. Or qu'elles soient à long ou court terme, il y a de vraies et de fausses alliances, réelles ou cyniques.

Toute rencontre suppose une construction. Il faut bien qu'elle donne lieu à inventions, conséquences partagées. On a toujours intérêt à rendre publiques - et aussi rationnellement que possible - les contradictions[3].

Quelle est par exemple la logique d'un ministère qui supprime des subventions aux associations de médiation et éducation aux conflits pour raisons budgétaires, mais trouve encore bon d'utiliser les membres de ces mêmes associations pour leur compétence ?

Et nous savons que nous rencontrons également, dans nos divers lieux de vie, *"la violence douce de gens très gentils"*, *"la tyrannie molle"et enfin le "j'écoute mais je ne tiens pas compte pour autant"*. *"Ils parlent en textes officiels et statistiques"*, disait une collègue.

L'école, comme tout service public, ne peut, ne doit être un lieu de marché comme un autre. *"Malheur à ceux qui apportent le désespoir"*, pourrait-on alors s'exclamer en termes bibliques comme face au scepticisme d'un certain Thomas qui ne croyait plus à aucune possibilité de résurrection. Philippe Bacq nous l'a rappelé, *"la société en voie de globalisation relègue une multitude d'êtres humains dans une détresse anonyme et silencieuse, comme si c'était naturel, comme si cela allait de soi"*. C'est seulement *"là où est défendue la vie des vivants"* que les saint Thomas que nous sommes *"peuvent toucher le Christ vivant"*.

Mireille Nicault
Mai 2011

1/ Théologien jésuite, professeur au centre Lumen Vitae à Bruxelles
2/ Selon Louis Maurin, de l'Observatoire des inégalités : http://www.inegalites.fr
3/ Alain Baillou, dans une interview à Télérama (4 août 2010)

Variations autour de violence et alliance

Violence et alliance : deux réalités contradictoires mais qui marchent ensemble dans l'humanité et dans l'histoire comme deux sœurs ennemies. L'histoire biblique le manifeste clairement.

Dans l'histoire du Peuple de Dieu

La violence sous toutes ses formes est omniprésente dans l'histoire biblique et l'Alliance est au cœur de la Thora comme de l'Évangile. Pour parler des relations entre Dieu et son peuple les auteurs bibliques les expriment en terme d'alliance.

Les alliances qui se nouent tout au long de l'histoire du peuple sont une victoire sur la violence ou le chaos (récit de la création). Les alliances se concluent pour mettre fin aux violences d'un conflit comme entre Abraham et Abimélek (Gn 21, 27-32). Elles sont un accord ayant pour but d'instaurer la paix, de la rétablir après des affrontements. Des gestes symboliques accompagnent l'engagement d'alliance : érection de stèle, amoncellement de pierres, échange de cadeaux, partage d'un repas. Autant la violence est acte de dispersion, de dé-symbolisation, autant l'alliance a une dimension symbolique et rituelle.

Je propose ici simplement quelques flashes pour faire pressentir combien les alliances successives que Dieu noue avec son peuple sont des victoires sur la violence de la destruction et de la dispersion.

L'alliance avec Noé intervient sur fond de catastrophe écologique d'une violence inouïe qui risque de faire plonger la terre et l'humanité dans le néant. Elle est comme une restauration du rapport de l'homme avec la nature et avec son semblable.

L'alliance avec Abraham est comme la réponse de Dieu à une migration forcée, à une dispersion qui aurait pu être mortelle. Une alliance qui, sur fond de violence, ouvre un avenir nouveau, totalement inédit.

L'alliance de l'Horeb et la promulgation de la charte de l'alliance (décalogue) sont l'aboutissement d'un long chemin de libération du peuple pour éradiquer les violences de l'oppression depuis la révolte qui gronde, la sortie de la servitude d'Égypte, la longue marche jusqu'au pays où coulent le lait et le miel. La promesse d'alliance (Ex 6, 2-8) est située au cœur du récit de la libération. Elle trouve un aboutissement dans la loi d'alliance : le décalogue, les dix paroles, paroles d'une loi de liberté qui appellent à éradiquer la violence des relations humaines (Ex 20, 1- 18).

Dans une histoire qui semble vouée à la violence et à l'échec, le parti pris biblique est de comprendre, d'interpréter l'histoire en terme d'alliance. Mais ce parti pris ne sera pas un vain mot s'il inclut l'engagement résolu de l'homme.

Violence et alliance au cœur de l'Évangile

"Ceci est mon sang, le sang de l'alliance, versé pour la multitude" (Mt 26, 28). À chaque Eucharistie, nous entendons cette parole de Jésus. Elle nous renvoie à une situation d'extrême violence. Le dernier repas de Jésus avec ses disciples se déroule sur un fond de drame. Il ne s'agit pas d'un repas tranquillement convivial, mais traversé par la violence : Jésus va mourir d'une mort violente, Judas est sur le point de le trahir, Pierre de le renier, les disciples de déserter. Et c'est au cœur de cette réalité que Jésus prononce ses paroles d'alliance.

Clins d'œil évangéliques

Pour nous, chrétiens qui décidons de marcher avec lui, Jésus nous montre des chemins pour désamorcer la violence et nouer des alliances de paix.

- Chemin du pardon et de l'amour des ennemis : au cœur des violences venant de nous ou de la société, le pardon est la voie "royale" de l'alliance.

- La *"figure du petit"*. Dans Marc 9, 30-37, alors que les disciples sont dans une logique de violence : préoccupation du pouvoir et des premières places, Jésus débusque leurs pensées secrètes, comme il sait le faire, en plaçant au milieu d'eux un petit enfant. Et, dans la culture du temps, l'enfant n'est pas du tout l'enfant-roi. Sans statut social, il est méprisé par le monde des adultes. Geste provocateur qui dit ceci : ce sont les moins importants qu'il faut considérer comme les plus grands. Penser qu'on est supérieur à un autre, qu'on vaut plus qu'un autre, c'est laisser entrer en soi le virus de la violence.

Voici deux chemins que nous propose l'Évangile pour désamorcer la violence et marcher sur un chemin d'alliance avec tous.

Marcel Annequin
Orly 10 mai 2011

Cette 1ère partie de notre dossier se penche sur la (les) violence(s) que subissent les élèves, de l'école au lycée, à travers le regard d'enseignants et d'une infirmière scolaire. D'autres textes témoignent de la violence qui s'exerce sur les personnels. Face à tout cela, des alliances et des solutions, fragiles, se dessinent…

Élèves esseulés en lycée

Il faut tordre le cou à certaines idées reçues. Ce n'est pas parce que des élèves fréquentent un lycée en périphérie de centre ville, qu'ils appartiennent à des milieux sociaux aisés, que les taux de réussite au bac avoisinent les résultats attendus (94 %), et sont supérieurs au lycée classique et réputé du centre ville, qu'ils n'ont pas de problèmes majeurs. Si la violence ne prend pas la forme de coups physiques, d'agressions verbales, elle est plus insidieuse, s'exprime en blessures intérieures nées de fragilités psychologiques, d'inhibitions qui indisposent, fruits d'une liberté mal gérée, d'un abandon parental plus ou moins prononcé et pas forcément conscient. Un esseulement. Du moins est-ce ce que je pressens.

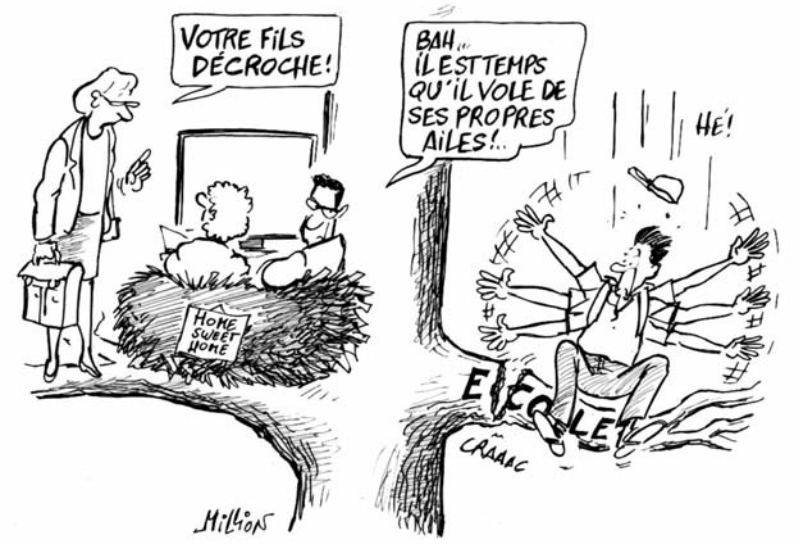
Qu'il soit bien clair que je n'ai qu'une vue très partielle des choses. Nos élèves sont des icebergs contre lesquels se heurte le Titanic des représentations que nous nous en faisons. Je ne les connais que du point de vue de la classe, des contacts pris avec les CPE, des renseignements qu'on glane en consultant un dossier scolaire, au cours d'un conseil de classe, de rencontres avec les parents, de nouvelles prises auprès des camarades, de ce qu'ils peuvent exprimer parfois au détour d'un devoir qui se transforme en confidences et explique les raisons du travail non fait, du zéro accepté comme une fatalité, prétexte plus ou moins valable mais qui révèle un malaise plus qu'une paresse de fond. Pourquoi de tels élèves, parfois brillants, ne sont-ils pas dans ce qu'ils font ? La tendance générale est de faire du lycée un hall de gare où l'on attend le train qui mène enfin aux activités désirées, en faisant mine de suivre les enseignements dispensés ; mais de là à se transformer pour la plupart en phobie scolaire, non.

Quelques exemples qui ne font pas une loi mais rendront concret le propos. C'est une élève de terminale littéraire incapable d'avancer dans un quelconque projet d'orientation : fiches non rendues, mutisme complet même en présence des parents. Pourtant, l'élève tournait bien jusqu'en milieu de seconde avant que les résultats deviennent justes et s'effondrent en première. Les indices de la rupture sont clairs sur le livret scolaire. Que s'est-il passé soudain à ce stade de sa scolarité ? Personne de la communauté scolaire, ni l'infirmière, ni les conseillers d'éducation n'ont pu savoir, tant la jeune fille était murée dans un silence complet en classe comme en entretien. Quant à proposer un soutien psychologique, c'est tout un cheminement ardu que l'élève n'accepte pas toujours ; le cas ici en l'occurrence. Tel autre développe un intense sentiment de culpabilité parce que sa petite amie se retrouve en hôpital psychiatrique et se sent le devoir d'assumer une présence auprès d'elle. Il semble difficile de faire appel aux parents, lassés par un enfant qui n'a jamais travaillé, qu'ils traînent comme un boulet et qu'ils ont fini par mettre devant ses responsabilités en le laissant se débrouiller seul. Du moins je le suppose tant les parents semblent absents dans l'affaire. Il faut dire que l'élève est majeur. Il est à deux doigts de démissionner. On le repêche in extremis. On le suit, lui impose un code de conduite : rien n'y fait, paresse et bavardages reprennent en classe, refus ostentatoire de travailler, ne serait-ce que prendre des notes, renvois de cours… On se fâche, on finit par lui dire que les problèmes personnels n'empêchent pas le respect d'autrui au sein d'une communauté humaine et depuis lors plus de nouvelle. Au cours du conseil de classe du second trimestre, on évoque le cas d'élèves internes, l'an dernier en classe de première qui décrochent peu à peu : en terminale elles vivent toutes en appartement en ville. On sentait bien les choses venir : la difficulté de gérer une liberté récemment acquise, les résultats ont baissé, la motivation et la concentration sont moindres. On propose aux élèves, aux parents qu'elles réintègrent l'internat : refus. Absences répétées et maintenant démission totale de l'une d'elles. La conseillère d'éducation me confie qu'elle trouve bien légère l'attitude des parents. Dernier point : on peut remarquer que ce sont souvent les classes littéraires qui sont touchées : environ cinq élèves sur vingt et un dans la classe où j'enseigne cette année ont connu des difficultés de ce genre. On me si-

gnale d'ailleurs une proportion similaire il y a peu dans le grand lycée de centre ville.

Ne sommes-nous pas dans une société où prime l'accomplissement personnel et cette mentalité n'influe-t-elle pas dans certains milieux sur l'attitude des parents vis-à-vis de leurs responsabilités éducatives ? Sans généraliser, ne voit-on pas des enfants manger à la cantine pour le meilleur confort d'une mère de famille qui ne travaille pas et peut ainsi s'adonner plus librement à ses passe-temps ? On peut aussi être frappé par le nombre d'élèves contraints de travailler tout en assumant leurs études. Je n'ai pas le souvenir que tel était le cas il y a trente ans, à une ou deux exceptions près quand j'étais moi-même en terminale. Ou alors c'était un job d'été. Est-ce toujours par manque de moyens du côté des parents ? Là où j'enseigne, j'entends (qu'on ne se méprenne pas sur mon propos). N'existe-t-il pas un nombre important d'étudiants livrés à eux-mêmes dont les parents refusent d'assumer la charge dès lors qu'ils ont atteint leur majorité ? Que cela soit ou non justifié par des raisons économiques, c'est une réalité qui suggère les difficultés d'insertion de la jeunesse dans notre société.

De fait, au cours des récentes années, un certain type de discours m'apparaît de plus en plus insupportable : celui de l'autonomie, qui cache chez certains parents une démission ou un leurre. Estimer qu'à partir d'un certain âge un enfant est responsable, lui accorder sa confiance, cela doit-il s'accompagner d'une absence de limites posées par le dialogue et dûment vérifiées, un contrat passé avec lui ? On a parfois l'impression que dans la bouche de certains parents, devenir responsable s'accomplit du jour au lendemain, à compter d'une certaine date, comme si l'accompagnement progressif n'existait pas. À partir du lycée : "je ne vérifie plus ses devoirs, mon enfant se débrouille seul, je n'interfère plus dans son travail et puis il ne le supporterait pas". N'est-ce pas l'aveu d'une certaine démission antérieure ? Pourquoi l'adolescent s'y refuserait-il ? Il ne s'agit pas d'agir comme en primaire ou en collège (peut-être le niveau où le bât blesse, où la responsabilité des parents vis-à-vis de l'enfant se relâche parce qu'il est perçu plus autonome), mais je suis convaincu que l'élève de seconde a plus besoin d'être encadré qu'il ne l'était en troisième, parce qu'il se croit grand et responsable alors qu'il ne saisit pas tous les enjeux de ce qu'il vit. Il faut lui faire violence, dans le bon sens, pour qu'il découvre véritablement les exigences de l'autonomie et les assume. Il est frappant de voir le chemin accompli par les élèves entre la fin de la seconde et la première. C'est actuellement à ce moment-là qu'ils acquièrent leur maturité. Lors d'un conseil de classe, il m'est arrivé d'entendre, et pas qu'une fois, pour un élève très juste par manque de travail, de la part de sa propre mère, représentante des parents, les propos suivants : *"laissez-le passer. L'an prochain, il se prendra une grande claque et il comprendra"*. Quoi ? Qu'il est trop tard pour réapprendre les bases jamais acquises, submergé qu'il sera par le flot croissant du travail à fournir, qu'il n'aura jamais appris à fournir. Peut-on parler de violence ? On avouera au moins que cela met l'adolescent en difficulté, en porte-à-faux avec des exigences qu'il aura bien du mal à assumer. Et pourquoi ? Pour éviter la honte d'un redoublement.



J'ai bien le souvenir de quelques violences directes subies par des élèves durant mes années passées en collège dans des zones rurales, au début de ma carrière. Ainsi, cette montre, confisquée d'abord en classe en bon état, rendue en fin d'heure, rapportée brisée par le père comme un exemple de ce que j'aurais dû faire au moment de sa confiscation. Inutile de dire que l'enfant était sans doute instable, peu enclin à suivre un enseignement vu ce qu'il devait vivre à la maison

mais pas aussi isolé au sein de la classe que cette autre élève, dont le père à moitié fou, sans doute incestueux, tirait des balles de plomb sur les élèves qui longeaient son champ à proximité du collège. Tous faits qui montrent simplement qu'il existait encore il y a vingt ans des coins de campagne française aux mœurs encore bien frustes. Mais ici la violence est d'un autre ordre : elle n'est pas directe. On peut supposer quelques très rares cas de violences physiques sur les adolescents, mais ce qui fait violence, c'est tout simplement la vie qui fait peur, la responsabilité qu'il faut assumer, l'échéance à laquelle on doit se confronter. Certains élèves paniquent de plus en plus à l'approche du bac. L'échec semble dramatique, comme si rien ne pouvait l'atténuer, comme s'il manquait dans leur vie un lieu de confiance et d'écoute qui rassure, dynamise ou rende espoir, un regard bienveillant en somme. Il serait bon de chercher à quoi cela est dû.

À la relecture de cet article, j'ai bien peur de charger trop les parents : qu'on m'en excuse et qu'il soit bien clair que j'ai conscience que les choses ne sont pas simples ni pour eux ni pour nous, enseignants. Voilà pourquoi il faudrait prendre le temps d'approfondir les données et la réflexion. Je n'en ai guère eu jusqu'à présent les moyens.

Bernard Lepage
Loire-Atlantique

Violences à l'école

Bonneuil sur Marne, Val-de-Marne, école en zone violence, au milieu de la cité.

Beaucoup de conflits pendant les récréations, matchs de foot, bagarres, qui énervent tout le monde. L'équipe des enseignants a décidé de prendre les choses en main pour que les récréations redeviennent sereines. On a donc décidé de les animer pour réduire les heurts et montrer qu'on peut s'amuser ensemble et y prendre du plaisir.

On a d'abord acheté quelques jeux, cordes à sauter, petites balles en mousse, en prêt au moment des récréations. On a aussi présenté un certain nombre de jeux traditionnels, balle aux prisonniers, thèque, passe à 10, courses… Ces jeux ont d'abord été organisés par les enseignants, puis par des élèves volontaires de CM2. Nous avons institué la "semaine des parents à l'école". Il nous semblait important que les parents volontaires et disponibles puissent s'impliquer dans cette démarche. Une vingtaine de parents sont venus pour animer des jeux. Nous avons aussi organisé un samedi matin des rencontres sportives et conviviales qui ont réuni parents, enseignants et élèves.

Nous sommes satisfaits, les récréations sont redevenues un moment ludique. Les élèves se sont approprié les jeux et jouent tranquillement.

Violence institutionnelle

Le ministère de l'Éducation Nationale, sous l'égide de M. Darcos, a lancé la réforme de la formation des enseignants, en intégrant les IUFM à l'université avant de les supprimer. La formation s'effectue à l'université et un Master 2 est indispensable pour devenir enseignant.

Les effets de cette "réforme" se font ressentir directement cette année.

Dans le second degré, tous les professeurs stagiaires ont 15 à 18 h de "présence élèves" au lieu de 6 ou 8 auparavant. Résultat, la plupart sont débordés par la quantité de travail, plus par les préparations de cours que les corrections, la fatigue, les classes difficiles à gérer. Peu de temps pour prendre du recul, tuteurs peu disponibles, stagiaires qui se sentent délaissés. Quelques-uns craquent, d'autres démissionnent.

Pour les professeurs des écoles, le régime est le même. Celles et ceux qui ont réussi le concours du mois de juin 2010, n'ont pas eu droit à l'année de formation, dite PE2, des années précédentes. Ils, elles ont été envoyés directement sur le terrain, avec les effets que l'on connaît, stress, gestion de classe pas facile, formation sur le tas, élèves et enseignants en situation difficile.

Une institution qui envoie au casse-pipe ses débutants avec une formation réduite à peau de chagrin…

Gérard Diguet
Val-de-Marne

La médiation scolaire

Une expérience de médiation au collège Edouard Vaillant de Gennevilliers.

Le Centre de Médiation et de Formation à la Médiation (CMFM) a développé la médiation en France depuis 1984, d'abord dans le cadre pénal pour le Parquet de Paris, puis dans un cadre social et scolaire. Le CMFM est très impliqué dans le développement de la médiation comme instrument de paix, particulièrement pour les jeunes. À ce titre, il a participé au programme inter-régional pour "Une culture de la paix et de la non-violence dans les institutions éducatives" de l'UNESCO, auquel le programme du Collège Edouard Vaillant de Gennevilliers ci-dessous présenté, se rattache. Cet article a été rédigé à partir d'un texte de Jacqueline Morineau, créatrice du CMFM.

Une surveillante, Sylviane, et une élève, Elisabeth, en classe de 3e, ont échangé des insultes. S. avait demandé à E. de quitter la salle de permanence, peut-être un peu brutalement. E. l'a très mal pris et a réagi violemment verbalement, d'autant plus que d'autres élèves assistaient à la scène.

La médiation

S. et E. reconnaissent avoir été trop loin dans ce qu'elles ont exprimé. Un médiateur les a invitées à se rencontrer. Pour S. l'accumulation de six heures de surveillance avait épuisé sa patience. Elle reconnaît que son ton a pu sembler agressif à E. et que l'insulte qu'elle lui a lancée lui a été insupportable. E. explique que, se sentant humiliée, elle ne savait comment répondre et sa seule réaction a été d'insulter S.

E. dit que les surveillants sont pratiquement les seuls adultes au collège avec lesquels elle peut dialoguer en se sentant plus proche. Pour elle, c'est très important. Elle a été déçue d'avoir eu un mauvais rapport dès le début de l'année avec S. En effet, le jour précédant la rentrée, elle était venue consulter l'affichage des listes, et elle s'était fait rappeler à l'ordre par S. Tout de suite elle en avait conclu qu'elle ne pourrait pas avoir une relation positive avec elle.

S. a senti dès ce moment un regard provocateur de la part de E. à son égard, ce qui n'a pas favorisé un contact positif de sa part. Un cycle s'est instauré : E. était convaincue que S. était "montée" contre elle. Des incidents se sont multipliés entre elles.

S. explique qu'elle doit faire respecter des règles, qu'elle a des responsabilités et cela l'amène à avoir des attitudes d'autorité qu'elle ne désire pas avoir. Pour elle, le dialogue est très important et son rôle la prive souvent de ce dialogue, ce qui la met dans une grande solitude.

L'une et l'autre ne se sont pas senties respectées, ont été humiliées et disent la même chose : leur besoin de rencontre, de dialogue, de partage et d'un respect mutuel.

Chacune découvre l'autre en tant qu'individu, en dehors du rôle. La confiance est essentielle pour l'une et pour l'autre. Pour E., elle désire que l'on reconnaisse son désir de se transformer, de mieux faire. Quant à S., elle a besoin de rencontrer E. en tant que personne et non plus seulement comme élève, et désire la réciprocité pour elle-même, c'est-à-dire être reconnue dans son individualité et non plus seulement en tant que surveillante.

E. répète qu'elle n'aime pas faire du mal et que les insultes font mal. Elle dit que si elle avait reçu les insultes qu'elle a proférées à l'encontre de S., elle aurait répondu avec violence, elle aurait frappé.

Ce qui leur a manqué, c'est un lieu et un temps pour pouvoir dire ce qu'elles avaient sur le cœur et retrouver un dialogue. Immédiatement après les insultes, chacune aurait voulu parler à l'autre car elles avaient besoin d'exprimer leur sentiment d'humiliation et de retrouver leur dignité.

À la fin de la médiation, elles se sont quittées apaisées dans un désir mutuel de ne pas se retrouver dans une situation semblable. Chacune a pu dire sa véritable demande qui était fondamentalement la même : dialogue, partage, respect, reconnaissance de la personne.

Pourquoi recourir à la médiation scolaire ?

Parce que l'avenir est de plus en plus incertain pour les jeunes et que la violence en milieu scolaire augmente et devient alarmante, on cherche partout de nouvelles réponses. Il est essentiel d'entendre le cri des jeunes, d'autant que la violence commence aujourd'hui de plus en plus tôt, dès l'âge de 7 ou 8 ans. Il est vrai que le monde ne peut exister sans ordre, mais les moyens que nous avions pour l'instaurer semblent dépassés, la relation d'autorité / soumission fonctionne, en effet, de moins en moins bien. Il

nous faut trouver un autre langage qui puisse être entendu par chacun, un nouvel espace et un temps pour partager ce langage.

C'est ce que propose la médiation, un autre temps - lieu, une autre parole. Toute blessure, toute souffrance a besoin d'être reconnue et la médiation permet cette reconnaissance qui va déclencher tout un processus d'évolution à travers la parole, guidée par les médiateurs. Les médiateurs sont des intermédiaires pour faciliter la rencontre de chacun avec soi-même et permettent de revenir aux sources du conflit, et de comprendre comment et pourquoi il y a désaccord et détérioration des relations entre deux ou plusieurs personnes.

Si la médiation est un véritable processus de transformation de soi-même et du conflit, la formation à la médiation est une éducation citoyenne, c'est préparer le citoyen du monde du troisième millénaire et développer une "culture de paix".

L'objectif est bel et bien d'offrir une éducation citoyenne à chacun. Les élèves pourront ainsi, dès le primaire, intégrer une formation à la médiation et la poursuivre dans le secondaire. Ces formations d'une heure par semaine deviendront, au fur et à mesure du parcours scolaire, des lieux d'écoute et de partage. La formation des adultes, quant à elle, repose sur une base volontaire et s'adresse aux enseignants ainsi qu'aux autres participants à la vie scolaire (équipe de direction, médecins et infirmières, surveillants et personnels éducatifs) et encore aux parents d'élèves. Celle-ci se répartit en cinq stages de deux jours dans l'année scolaire et s'effectue par groupe de douze. L'étape finale étant d'établir un réseau inter-établissements de médiateurs.

La création d'un lieu de médiation, animé par des médiateurs de l'établissement et/ou du réseau, servira comme lieu d'accueil pour tous les conflits latents ou ceux qui éclatent ou ont éclaté entre adulte/élève, élève/élève, adulte/adulte. Pour les élèves, les stages se dérouleront par séquences d'une à deux heures toutes les semaines ou toutes les deux semaines. On favorisera les plus jeunes, les élèves de 6e et de 5e et, si possible, en école primaire, les CM2 (10 ans).

Création d'un lieu d'écoute et de médiation

Lorsqu'on se trouve en conflit avec une autre personne, être capable de parler de soi, de ce que l'on ressent, plutôt que d'accuser l'autre, permet d'établir un échange véritable, susceptible de déboucher ensuite sur une solution, non imposée par des tiers, et donc plus librement acceptée. Pour cela, il convient de créer un lieu propice, un espace vivant, accueillant, dans lequel personne n'ait d'appréhension à se rendre, au contraire !

Ce lieu d'écoute pourra accueillir, au jour le jour, l'élève en difficulté personnelle ou en conflit avec un autre élève ou un adulte, et, dans ce cas, les recevoir ensemble si nécessaire. Si le cas est grave, l'écoute débouchera sur une médiation qu'il faudra organiser dans les jours prochains.

Les médiateurs auront joué le rôle de catalyseurs en facilitant le dialogue. Ils auront détecté le non-dit derrière le dit, aidant les antagonistes à prendre conscience d'une réalité qu'ils ne soupçonnaient pas. Avant tout, ils auront aidé à rétablir une communication.

Le point de vue des stagiaires

"C'est important de s'entraîner à écouter sans juger. D'habitude, on a un petit parti pris ! C'est nouveau".

"Maintenant, je fais autant attention à l'agresseur qu'à l'agressé. C'est nouveau pour moi. C'est important de donner aussi la parole à l'agresseur ; il a exprimé sa violence par des actes, mais si on lui demande ce qu'il a ressenti et que l'on ouvre le dialogue, cela peut modifier l'avenir".

Pour l'année scolaire 97/98, cinq stages, de deux jours chacun, ont été réalisés. Ces stages ont utilisé une approche qui favorise l'expérience pratique, afin d'apprendre à découvrir par soi-même les mécanismes qui sont à l'origine des conflits interpersonnels, et d'apprendre à les transformer afin d'améliorer les relations entre les personnes en conflit. Des exercices d'écoute, des simulations de médiation, sous forme de jeux de rôles, permettent une expérience approfondie de la relation d'opposition. La médiation est ainsi vécue et expérimentée dans toutes ses phases et dans chacun de ses rôles. Elle est précédée d'une préparation et suivie d'une analyse.

À l'issue du 3e stage, les stagiaires ainsi formés ont constitué la première équipe de médiateurs, et ont eu la possibilité d'effectuer des permanences d'écoute sous forme d'entretiens. Ils seront également médiateurs eux-mêmes et travailleront à enrichir les pages "médiation au collège" sur Internet et (après d'autres formations spécialisées) pourront devenir formateurs pour les adultes à leur tour.

Contact : CMFM, Centre de Médiation et de Formation à la Médiation
24 rue Tournefort - 75005 Paris

Notes prises à Montferrand pendant la conférence de Bernard Defrance

Les 3 types de violence que subissent les élèves

1 .Il y a tout d'abord **les violences de l'Histoire** : celles des pays et de la planète, quand des enfants ou petits-enfants d'anciens ennemis se retrouvent ensemble en classe et se racontent... À Stains, ce n'était pas rare ! Ils sont obligés de se parler. On ne peut pas vraiment faire un débat, mais au moins des témoignages : “Raconte...”.

2. **Les violences des conditions extérieures d'existence** : ce sont celles de la “cité”, les querelles ou conflits de voisinage (appartements très sonores où tout s'entend) ; celles des clans et des bandes qui imposent des rencontres non choisies : l'éducation populaire et la vie associative de quartier essaient de les combattre. Mais elles ont des répercussions à l'intérieur de l'école, donc il faut leur permettre de s'exprimer d'abord, pour pouvoir ensuite les combattre.

3. Enfin il y a **la violence de l'école et du système scolaire.**

♦ C'est par exemple l'exclusion des “perturbateurs” du système scolaire ; ou les railleries des autres vis-à-vis des “bons” élèves... Certains élèves de terminale se ressentaient comme des “survivants” de la sélection scolaire.

♦ C'est la division des tâches entre adultes à l'école : les enseignants et les agents de service ; les instits et les ATSEM... (les tâches nobles et les tâches subalternes ?). Certains métiers peuvent être ainsi dévalorisés aux yeux des élèves depuis leur petite enfance.

♦ C'est la pénalisation des apprentissages : le savoir est morcelé et fragmenté (donc plus difficile à acquérir et à relier) ; les méthodes diffèrent selon les disciplines et/ou les professeurs. Cette pénalisation est tout à fait visible dans le vocabulaire de l'école : une tâche devient un “devoir” ; une note n’est pas basse ou élevée mais bonne ou mauvaise ; la “discipline” est à la fois une matière et donner une correction ; “donner une leçon” est une expression à double sens... ! La “loi” change à chaque heure, selon l'adulte qui est en face de l'élève, selon ce qu'il supporte ou pas. La peur remplace alors le respect, on n’apprend pas à obéir à la loi, mais à se soumettre.

♦ C'est l'absence de projet, de désir, de motivation des élèves.

Or, la seule finalité de l'école, c'est le plaisir de l'apprentissage.

Les 3 fonctions de l'école

1. **L'instruction** : s'approprier le savoir, les arts, les techniques et les sciences ; c'est la transmission culturelle ; s'approprier un héritage, une histoire. L'élève doit essayer de se motiver, de s'intéresser, mais a le droit de se démotiver... La dimension éthique, esthétique et artistique de l'existence est essentielle pour la vie humaine.

2. **La formation** et les exigences de l'insertion professionnelle : il faut s'y préparer, et en comprendre les exigences, les enjeux (= produire quelque chose et en être responsable). Cette formation n'est pas assurée à tous : il faut savoir qu'il y a 3 à 400 millions d'enfants dans le monde qui sont privés d'école, surtout les filles. 1% de la population mondiale a un grade universitaire. On peut expliquer aux élèves les défis et les luttes de leurs parents pour qu'eux en soient là aujourd'hui.

Devant tout cela, nous sommes tenus à l'obligation de moyens (= je dois tout mettre en œuvre pour que mes élèves réussissent), mais nous ne sommes pas tenus à l'obligation de résultat.

3. **L'éducation** : nous devons former des citoyens éclairés, lucides, qui connaissent leurs droits et leurs devoirs. “Nul n'est censé ignorer la loi”, or le droit n'est pas enseigné à l'école, il pourrait et devrait l'être au lycée. L'école doit éduquer à la citoyenneté, au vivre ensemble, dans le respect des droits ET des devoirs de chacun. D'où la nécessité que chacun connaisse et reconnaisse sa responsabilité, assume ses manquements, et soit prêt à réparer : c'est cela, être citoyen ! (Lire *Punir les pauvres* de Loïc Wacquant)

L'école n'est pas une “communauté” ni une “association” : c'est une “institution”, une “société” issue de la démocratie (les lois qui y règnent y ont été votées) : on y est obligé de se parler au lieu de se taper dessus. Dans notre société, le Parlement, c'est le lieu où l'on parle, où l'on discute pour se mettre d'accord, pour faire la loi du vivre-ensemble, et vivre ensuite selon ces lois, au lieu que les gens règlent

leurs problèmes en se tapant dessus. À l'école, comme dans la société, personne n'est d'accord avec personne, donc il nous appartient à nous adultes de l'école, de faire en sorte que tout le monde puisse se parler.

Il y a une loi civile qui est claire : **"Nul ne peut être mis en cause pour un comportement qui ne nuit strictement qu'à lui-même"**. (Par exemple : l'élève qui dort en classe ; ou le lycéen qui ne prend pas de notes en cours...). En revanche, il y a deux autres lois, la loi civile de ***"non-assistance à personne en danger"*** -et celle-ci fait partie de mon "contrat" d'enseignant-, et ***"l'obligation de moyens"*** (= je dois tout faire pour que mes élèves réussissent) auxquelles tout professeur est assujetti et c'est au nom de cela qu'il doit réagir (ce qui ne veut pas dire punir) devant un élève qui dort ou ne note rien.

Autre loi civile qui pose problème à l'école : ***"Nul ne peut se faire justice à soi-même"***. Or, en classe, c'est bien souvent le professeur qui "dit la loi" (= ce qu'il accepte ou pas de la part de ses élèves) et qui punit, sanctionne ! Cette punition, même éclairée, si elle est autre chose qu'une réparation, ne peut paraître qu'une revanche aux yeux du puni. Comme dans la société, où ce n'est pas la "victime" qui décide de la sanction, il serait nécessaire qu'il y ait une triangulation, une médiation, donc l'intervention d'un tiers. "Nul ne peut être juge et partie" dit une autre loi : il faudrait séparer les pouvoirs, que l'enseignant enseigne et qu'un tiers sanctionne. Il faut distinguer et séparer les pouvoirs.

Il faut surtout passer d'une logique de la confrontation à une logique de l'alliance : je ne suis pas le juge de mes élèves, car je ne suis pas au-dessus de mes élèves ! Je suis l'entraîneur de mes élèves, je suis devant eux sur le chemin, mais je ne suis pas au-dessus. L'école est un espace et un temps pour apprendre, voilà pourquoi elle est un chemin, un cheminement ; pas un espace "démocratique" au sens où les élèves votent, décident, mais surtout un temps pour apprendre. Moi, enseignant, je dois faire entrer mes élèves (et les accompagner) dans les aventures infinies de la culture. D'où l'importance de faire alliance avec eux, de les "supporter" au sens anglais du terme, de les "entraîner" avec moi sur les routes de la connaissance, de leur ouvrir les portes de la culture.

Les 3 défis de l'école d'aujourd'hui

1. **La prodigieuse accélération des connaissances** : elle double tous les quatre ans ! Donc l'école n'est pas tant là pour "donner" des connaissances, que pour préparer les élèves à vivre ensemble en citoyens, et aussi... à l'imprévisible ! On rit aujourd'hui en lisant ce que les prévisionnistes des années 50 disaient de l'an 2000 et du XXIe siècle ! L'école doit donner des savoirs, mais surtout des savoir-faire !

2. **Articuler l'instruction des savoirs ET l'institution de la loi** : il faut lier savoir et éthique ; c'est la vieille idée de Rabelais, "science sans conscience n'est que ruine de l'âme". Comment en douter, après ce que nous avons vécu au XXe siècle : les chambres à gaz ont été élaborées et construites par les meilleurs ingénieurs allemands, issus d'un peuple cultivé... mais qui avait perdu sous le nazisme ses repères éthiques. À nous de faire de nos élèves, comme disait Montaigne, ***"des têtes bien faites et des têtes bien pleines"***, c'est-à-dire des hommes et des femmes qui ont des savoirs, mais qui sont aussi structurés, qui raisonnent juste !

3. **La connaissance des Droits de l'Enfant et leur application au système éducatif** : cf. l'article 55 de cette Déclaration, qui parle de leur ***"participation progressive à leur éducation"***. Cela devrait être appliqué dans les lycées ! Leur faire prendre conscience aussi de l'importance des matières littéraires et des sciences humaines : ce sont les artistes, les romanciers et les poètes qui réveillent les consciences ! Il faut dire à nos élèves : "Vous êtes à l'école pour apprendre certes ; mais aussi vous poser des questions... pour chercher des réponses... pour faire en sorte que votre propre histoire, histoire personnelle, et histoire de l'humanité, soit un peu moins sanglante, moins violente, et un peu meilleure, que celle de vos pères et de vos éducateurs".

C'est sur ce chemin que nous devons les accompagner.

Août 2010
Montferrand

Regard d'une infirmière en lycée

Mme T. est infirmière scolaire dans deux lycées "moyens" d'Île-de-France... Qu'a-t-elle à dire sur la violence et les lycéens ?

Selon elle, nos élèves de lycée doivent faire face à quatre types de "violence" : celle qu'ils subissent le plus souvent et dont ils se plaignent le plus **vient des autres élèves** ! Plaisanteries, railleries, harcèlement plus ou moins poussé, agressivité morale ou physique... Sur les 1 600 élèves dont elle s'occupe, elle en compte environ vingt qui présentent de sérieux problèmes de "phobie scolaire", avec absentéisme chronique, voire total. Les critiques et brimades de la part de leurs camarades sont telles qu'ils ne sont plus capables d'entrer dans le lycée, ou de rester en cours ou en récréation. Sans compter tous les autres qui viennent à l'infirmerie pour de petits "maux" et se plaignent des moqueries et de la violence des "mots"... des autres élèves. J'étais stupéfaite lorsqu'elle m'a dit cela. En sommes-nous conscients ? Y prêtons-nous attention ? Aidons nous les "victimes" ? Osons-nous en parler en classe ?

Seconde source de violence : la **famille**. Pas toujours pour les motifs terribles (enfants battus, menacés, pédophilie...) qui font la Une des médias ; mais pour des événements banals... aux conséquences parfois tragiques. Elle me raconte une histoire assez récente et qui l'a beaucoup marquée : un matin, une jeune fille tombe dans un couloir, apparemment victime d'un genre de malaise vagal. À l'infirmerie, Mme T. l'accueille, et veut prendre sa tension ; elle relève la manche du pull, et voit un bandage sur l'avant-bras. L'adolescente ne veut pas répondre à ses questions. Mme T. remarque des traces de sang ; elle déroule la bande et voit neuf coupures dont six très profondes. Silence. "Je me suis ratée" souffle la jeune fille.

En insistant avec douceur, Mme T. la fait parler : deux semaines auparavant, ses parents lui ont annoncé qu'ils allaient divorcer, d'un commun accord, et avaient tout prévu pour l'organisation et la garde des trois enfants. Le père a expliqué qu'il s'en allait, et irait habiter en province, à l'autre bout de la France, avec sa nouvelle compagne ; il avait demandé et obtenu une mutation ; une autre maison était achetée... Les enfants resteraient avec leur mère dans leur maison, leur quartier, leurs écoles ; le père serait aussi présent que possible... Stupeur des trois enfants, qui ont du mal à réaliser, n'y croient pas, même se disent que c'est une "crise" de couple... Sauf qu'une semaine après, le père les quitte, avec ses valises.

Et là c'est comme un coup de massue pour la jeune fille, elle se sent à la fois **responsable, coupable** (comment n'a-t-elle rien vu, rien deviné des difficultés de ses parents ? Pourquoi n'a-t-elle pas pu raisonner son père ? Soutenir sa mère ? Il était peut-être encore temps d'intervenir, de faire quelque chose...) et se sent aussi **abandonnée et trahie** (comment ont-ils fait pour tout cacher ? Pour mentir si longtemps ? Pour tout décider et organiser en cachette sans le dire aux enfants, tous adolescents ou grands jeunes ! Tout n'est-il qu'illusion et mensonges dans leur vie de famille ?). Bref, c'est un monde qui s'écroule... d'un coup ! D'où l'envie d'en finir, d'arrêter là, de disparaître.

Les pompiers ont emmené la lycéenne à l'hôpital d'où elle est ressortie avec 46 points de suture.

Mme T. a alerté la famille, il y avait quand même tentative de suicide, a contacté par téléphone le père, qui est désemparé, il croyait avoir tout fait de façon calme, raisonnable, planifié de manière efficace : *"j'avais tout organisé au mieux"*, dit-il effondré. Il est revenu en hâte en région parisienne quelques jours, a rediscuté avec sa femme, sa fille, rencontré l'infirmière... Mme T. n'a rien dit au lycée et suit toujours la jeune fille de loin en loin.

La troisième source de violence qui frappe les lycéens, selon elle, vient de la **société** : de plus en plus de grands jeunes, notamment des élèves de Terminale, travaillent, ont des petits boulots, très chronophages. Cela peut aller de la garde d'enfants occasionnelle ou régulière (toutes les fins d'après-midi) aux heures de "caisse" ou de manutention dans un supermarché, qui les font rentrer chez eux vers 21h ou 22h ! Ces jeunes soutiennent financièrement leur famille, sont fatigués, ont très peu de temps à consacrer à leur travail scolaire... Du coup, certains envisagent des études assez courtes (deux ou trois ans, pas plus), pour pouvoir travailler et aider, ne plus être à charge, le plus tôt possible. Mme T. a demandé à un élève *"mais ta famille ne peut vraiment pas faire un effort ?"*, il lui a répondu avec colère que sa mère avait justement un second travail de quelques heures tous les soirs, qu'elle et le père faisaient tout ce qu'ils pouvaient, et que c'est facile de s'indigner ou de "faire la leçon" quand on ne se rend pas compte... Remarque que

peut-être nous pouvons prendre à notre compte, nous les enseignants : est-ce que nous nous “rendons compte” ? Avons-nous une idée des conditions de vie et du budget de certaines familles, qui ont des revenus trop “justes” pour toucher des aides, et trop “justes” pour s’en sortir ? Est-il “juste” que ce soit le lycéen qui en fasse les frais ?

Quatrième et dernière source de violence que subissent nos élèves d’après Mme T. : les **paroles de profs**, pas toujours conscients qu’ils ont blessé, touché un point sensible, mal formulé une remarque qu’ils pensaient anodine… *“Tu ne comprends pas cela ? Mais c’est vraiment très simple !”* lance un professeur sur un ton mi-amusé mi-agacé, à un élève dont toute la classe se moque déjà par derrière et qu’on traite d’idiot… À la cantine, au repas qui suit, c’est un festival de rires, de boulettes, de railleries ; et l’élève se retrouve à l’infirmerie dans l’après-midi pour maux de tête (garçons) ou de ventre (filles). Mme T. me parle du “poids terrible des mots” ; ce qui me remet en mémoire cette citation de Martin Gray : *“les mots et la parole ont une force insoupçonnée : ils sont la tourmente ou la bise, la pluie qui dévaste ou l’eau qui irrigue”*[1]…

Catherine Réalini
Île-de-France

1/ Martin Gray, Le Livre de la vie.

Promesses non tenues

Ta fille vit en ce moment sa première année d’enseignement, après avoir été la dernière promotion à bénéficier d’une formation en IUFM. Qu’en dit-elle ?

Corinne a une classe de 24 élèves avec deux niveaux : CE2 – CM1. Elle a passé le concours l’an dernier, ce qui signifie qu’elle a quand même bénéficié d’un an de formation. Cela a été positif, elle se sent armée.

Mais quant à tout ce qu’on lui avait promis de “consistant” pour cette année, elle n’a rien eu : l’année de T1 doit, selon les textes officiels, comporter un stage de trois semaines. Il a d’abord été reporté à mars au lieu d’avoir lieu comme d’habitude en janvier, pour être finalement annulé mi-février. Il aurait lieu l’an prochain (année T2) en plus des deux semaines de stage déjà prévues pour cette année-là. Prendra-t-on de nouveau des libertés par rapport à la loi ??? Pour résumer, elle n’a bénéficié que de deux journées de formation sur l’enseignement de l’anglais.

En fait, il faut différencier Formation et Animations. Les animations, ce sont des rencontres avec des collègues. La discussion, dans ce cas, est très générale, car cela va de la grande section maternelle au CM2. Mais pour une formation plus spécifique sur sa classe, ce qui était promis n’a pas été fait.

Pour cette année, elle a bénéficié pour l’instant de visites mais n’a pas eu d’inspection. De plus son inspectrice comme les deux CPC* sont nouvelles cette année. La première, auparavant professeur de français du secondaire, leur a fait une animation pédagogique sur les maths… Les deux CPC sont des Professeurs des Écoles, avec des méthodes de conseil diverses. Ainsi l’une, pas nécessairement la moins expérimentée, lui a sapé son travail devant les élèves sur la façon de rentrer en classe : “Non, ce n’est pas bien. On recommence tout immédiatement”. Corinne a mis ensuite dix jours à retrouver une autorité qui lui convienne avec ses élèves…

Par contre, elle a l’avantage de démarrer à 30 ans : elle a de la maturité, et est capable de résister aux difficultés. Son chemin précédent, avec différents emplois dans la région parisienne, lui a donné une assurance formidable : elle avait été obligée de se débrouiller avec des directeurs qui l’exploitaient… Elle a même tenu une laverie pour se faire de l’argent. Elle a la force d’avoir connu un travail qui ne lui plaisait pas. “Avant, dit-elle, je rentrais à cinq heures, j’étais tranquille après, mais qu’est-ce que je m’embêtais !”.

Elle aurait voulu plus de formation, certainement, mais le peu qu’elle a eu auparavant a été bien fait. Les visites des années précédentes, faites par les profs d’IUFM, étaient toujours productives : ils savaient lui donner des petits “trucs maison”, pour ne pas se fatiguer physiquement par exemple. Cette année, elle a vraiment un sentiment d’inutilité ou d’abandon.

Quand je pense qu’on ne leur a même pas appris à placer leur voix ! Elle a déjà eu deux extinctions. En fait, une formation avait été prévue à ce sujet à l’IUFM pour sa deuxième année, mais elle a été supprimée pour insuffisance de participants, sans qu’on ait pris la peine de vérifier le nombre d’inscrits ! C’était simplement dans la logique de la réduction des postes offerts au concours.

Cette première année, cependant, est une année protégée : elle a sa classe à elle toute l’année, grâce au fait qu’elle sort de l’IUFM. C’est donc moins difficile. La direction est également extrêmement importante dans une école. Cette année, elle

peut s'appuyer sur sa directrice. Elle a le sentiment de vraiment faire partie d'une équipe.

Elle a aussi bénéficié d'une prime d'entrée dans le métier, qui n'avait pas d'orientation spécifique : deux fois 500 euros. Elle l'a beaucoup utilisée pour acheter du matériel pédagogique.

Mais pour la quantité de travail, alors que nous sommes en mai, je commence seulement à la voir faire surface. En dehors de sa vie de jeune couple à construire et protéger, elle n'a pas levé le nez de son travail avant mars ; si elle vient chez moi un week-end, c'est aussi avec son travail.

Et l'an prochain, elle va recommencer à se balader en faisant des remplacements, ou en complétant des temps partiels par exemple, et cela jusqu'à quand ? Elle a rencontré un enseignant qui fait cela depuis 10 ans ! Et ceci n'est pas un choix. Elle a acheté une voiture en novembre, qui a déjà maintenant plus de kilomètres au compteur que la mienne ! À sa prochaine déclaration d'impôts, on lui déduira 150 euros pour frais réels, soit à peine un mois et demi de budget essence.

Quelle différence avec tes propres débuts d'institutrice ?

Personnellement, j'ai commencé dans l'Éducation Nationale en me baladant aussi dans tout le département. Je n'avais pas de voiture à cette époque-là, et aucun moyen de passer le permis de conduire, à cause du fait que j'étais toujours trop peu de temps dans le même lieu. Et une fois le CAP passé, je n'ai pas eu d'aide non plus. Je me suis débrouillée, comme beaucoup d'autres, pour me former par exemple avec la méthode Freinet. Et j'avais l'expérience d'une famille nombreuse qui m'a aidée à prendre en charge les enfants. Actuellement, tous les jeunes ont-ils la possibilité d'expérimenter la responsabilité d'un groupe d'enfants ?

C'était il y a quarante ans. On aurait pu espérer une avancée pour aujourd'hui. J'ai l'impression au contraire que l'on vit un recul. Ce qui ne va surtout pas, c'est qu'il n'y ait plus d'accompagnement une fois entré dans le travail.

Cependant, pour Corinne, ce qu'elle vit est positif malgré tout ; mais elle se dit qu'elle a beaucoup de chance d'avoir eu le concours "ancienne formule". Elle pense qu'elle aurait fait ce métier de toute façon, mais sinon, dans quelles conditions ?

Entretien fait par Mireille Nicault
Comité de rédaction de *Lignes de crêtes*

** Conseillère Pédagogique de Circonscription*

Les inspections sans cesse reportées... Violence ?

Je lis dans *Le Robert* : *"inspection : examen attentif dans un but d'enquête, de contrôle, de surveillance, de vérification. Inspecteur : corps de fonctionnaires ayant pour mission de surveiller, de contrôler".*

Ce contrôle bureaucratique souvent stressant, qui donne lieu, parfois, à des démonstrations exceptionnelles, surpréparées, est déçu par un premier report. Il est encore plus désespérant à un deuxième report. La fin de l'année scolaire arrive et ce sera pour l'an prochain !

Dès la rentrée, l'enseignant concerné guette la sortie de la liste des "inspectables". Elle arrive et... ouf, il y figure. Il s'attend donc à cette visite de son supérieur hiérarchique.

Octobre : premier report ; février : deuxième report ; et enfin... inspection prévue fin juin, juste avant les vacances ! Cette fois-ci, c'est l'enseignant qui demande un report, car dans une ambiance de préparation de kermesse, alors que certains enfants auront déjà pris l'avion pour rejoindre leurs grands-parents loin de la métropole, on ne peut pas comprendre, voir, vérifier que les conditions d'un enseignement de qualité sont réunies.

Nous en sommes à la troisième année et je pourrais vous décrire le même scénario encore deux ou trois fois, en sachant que l'enseignant a pu changer d'école, donc d'inspecteur.

Vous imaginez, à la sixième ou septième année d'attente, les moments de panique qui s'emparent de l'enseignant. Si cela se passe mal, c'est une reconnaissance des efforts accomplis et redoublés qui ne vient pas. C'est injuste, désespérant, d'autant plus que nous savons qu'un simple paramètre extérieur peut déstabiliser tout le monde : l'inspecteur et l'inspecté (neige, accident, grève de transport, crevaison... si vous venez à l'école à vélo !).

Il est bon de rappeler les obligations de l'État à l'égard de son École. Il doit être fort sur les principes et les valeurs de cette École qu'il a fondée, il y a plus d'un siècle, afin de garantir l'égalité des traitements sur l'ensemble du territoire, pour les enfants d'abord mais aussi pour les enseignants. Il convient de *"passer d'une logique d'État contrôleur à une logique d'État garant et facilitateur"** .... en respectant une fréquence qui dynamise.

Chantal Guilbaud
Seine Saint-Denis

** Philippe Meirieu*

Face à la violence qui semble aujourd'hui comme hier caractériser l'humanité, le témoignage de la communion fraternelle ouvre une grande espérance.
Saurons-nous, nous aussi, accueillir le Christ en nos vies ?

Une Église pétrie d'humanité...

L'humanité de l'Église réside aussi en ce qu'elle se laisse trop souvent conduire par ses certitudes, par ses vérités, qui doivent s'imposer à tous. L'humanité de l'Église réside dans cette faiblesse qui consiste à vouloir mesurer son influence, ses troupes, ses fastes et sa force, en oubliant que tout tient, vérité et splendeur, en un Dieu amour infini venu, en son fils Jésus, le partager avec les hommes.

Cette face abrupte et sombre de l'humanité de l'Église, lorsqu'elle n'est pas bornée et contrebalancée par la spiritualité profonde et la charité effective, conduit facilement au déni de l'autre et à la violence. L'histoire nous en a trop souvent donné l'illustration.

Le concile Vatican II a voulu redonner de la voix à la spiritualité profonde et à la charité effective ; mais il ne suffit pas d'un concile pour remettre à leur juste place les vérités et la puissance.

Le diocèse d'Avignon, depuis la nomination par Jean-Paul II fin 2002 du nouvel archevêque Jean-Pierre Cattenoz, présente sans fard l'image d'une Église sûre de ses vérités et comptable de sa force. Il ne s'en cache pas, celui qui se compare à un bulldozer et qui dit de lui "Je suis lorrain, et c'est vrai que j'arrive parfois avec de gros sabots"[1]. Celui qui voulait faire bouger les choses en cinq ans avoue seulement "manquer un peu de pédagogie". Nous connaissons bien cette ritournelle du simple manque de pédagogie lorsque l'action déterminée d'un décideur rencontre de la résistance.

Il a fallu quand même quelques années pour que s'exprime ouvertement le malaise d'une partie du clergé diocésain et que des oppositions se manifestent. Ce qui pourrait se nommer dans la société séculière de la maltraitance ou du harcèlement a fini par provoquer la démission d'une grande partie des doyens du diocèse. Fait extrêmement rare dans l'Église où les principes de gouvernance privilégient plutôt le dialogue et l'attention aux personnes.

Mgr Cattenoz, était-il trop sûr de la justesse de ses choix pour s'encombrer des recommandations de son institution elle-même ? (cf *Lumen gentium* ou *Apostolorum successores*[2]). Les prêtres ainsi bafoués, mis sur la touche, déplacés ou démis de leur responsabilité, ont fini par réagir publiquement en 2009 et, avec quelques laïcs, à faire remonter dans la hiérarchie de l'Église la situation inédite créée par l'évêque, avec les souffrances induites pour les uns et les autres. Ils disent leur désarroi et même leur peur ; ils affirment surtout l'impérieuse nécessité de stopper un gouvernement d'Église incompatible avec le message du Christ, avec leur foi profonde.

Mgr Cattenoz, en voulant faire table rase du passé, a voulu couper la parole, écarter ou invalider le témoignage de tous ceux qui n'abondaient pas dans son sens, qui n'obéissaient pas à ses prescriptions. Ceux qui l'ont directement subi conviennent qu'il a mis finalement en œuvre tous les ingrédients facteurs de violence : le manque de communication, de concertation, le déni, l'utilisation de la peur de l'autre, le chantage même...

Pour résumer sa conception pastorale j'oserais dire qu'elle est doublement hémiplégique. Sur le fond, car elle néglige les œuvres au profit de la louange[3]. Sur les modalités, car elle fait fi des coresponsabilités dans l'Église instaurées par Vatican II, entre les laïcs et les clercs d'une part, et au sein du presbytérium d'autre part. Les conseils du diocèse, lorsqu'ils existent, ne permettent pas que s'exprime et soit prise en compte la diversité des composantes de l'Église locale. Des prêtres disent avoir peur de leur évêque ; les laïcs investis dans les œuvres, action catholique ou ONG catholique, sont quantité négligeable (voir plus loin l'exemple du CCFD-Terre Solidaire). Ne sont considérés que ceux qui sont à son image, du même moule.

Pour les responsabilités paroissiales sont choisies des communautés vouées à une "nouvelle" évangélisation enfermée dans des conceptions et des pratiques fondamentalistes, et des équipes de prêtres importées d'Amérique Latine ou d'Afrique, en allégeance inconditionnelle avec celui qui les appelle. Quant aux laïcs, Mgr Cattenoz cultive les affinités bien spécifiques.

Deux exemples sont emblématiques sur ce plan.

Un couple très engagé dans la pastorale familiale, auteur de quelques ouvrages préfacés par Monseigneur et appelé par lui comme délégués diocésains à la Pastorale Familiale et modérateurs de la "Communion St Jean-Baptiste" au service de la Nouvelle Évangélisation. Explorer les sites internet où ils se trouvent nous mène rapidement vers l'évangélisation en certitudes et la catholicité de reconquête qui font florès actuellement.

Le deuxième exemple nous est rapporté par le responsable du Front National en Vaucluse qui dit avoir été reçu par l'évêque le 29 septembre 2010 et être sorti rassuré : Monseigneur, "farouche défenseur de l'Église catholique, contrairement à certains évêques qui prônent le rapprochement entre le Christianisme et l'Islam, au nom de l'œcuménisme... n'a pas participé à l'inauguration de la mosquée d'Avignon... Il est apparu en parfaite osmose avec nous"[4].

Effectivement, découvrir ceci fait un peu violence à l'équipe du CCFD 84 qui a eu tant de mal à intéresser Monseigneur à sa mission, et qui a subi sans concertation aucune la destitution de son aumônier diocésain.

Désespérant de se faire entendre, reconnaître et considérer, des chrétiens ont été acculés à manifester contre les méthodes de leur évêque dans une spirale du silence (janvier 2011), à se constituer en association "Chrétiens en Vaucluse"[5], et à réclamer haut et fort son départ ou le changement radical de son mode de fonctionnement. Les optimistes voient les efforts perceptibles ces derniers temps et espèrent. Les sceptiques doutent de la conversion. L'esprit de croisade trouve encore à s'exprimer dans l'actualité locale où, à l'occasion d'une œuvre d'art contemporain controversée sont évoqués par l'évêque l'influence supposée des franc-maçons sur Madame le Maire UMP d'Avignon, et le traitement des musulmans dans notre pays, bien meilleur à ses yeux que celui réservé aux catholiques.

Connaissant la pratique des institutions et l'humanité banale de l'Église je crois que seule une opportune promotion pourrait sortir le diocèse d'Avignon de ses difficultés.

Antoine Martin
Vaucluse

1/ Le Monde *du 7 janvier 2011*
2/ ***"Apostolorum successores" III.2 Les vertus de l'Évêque*** *: L'Évêque devra donner l'exemple le plus grand de charité fraternelle et de sens collégial, aimant et aidant spirituellement et matériellement l'Évêque coadjuteur, auxiliaire et émérite, le presbytérium diocésain, les diacres et les fidèles, surtout les plus pauvres et les plus nécessiteux. Sa maison sera ouverte comme le sera son cœur pour accueillir, conseiller, exhorter et consoler.*
3/ *Jacques 2, 26 "Comme le corps sans âme est mort, de même la foi sans les œuvres est morte".*
4/http://www.nationspresse.info/?p=112410
5/http://chretiens-en-vaucluse.overblog.com/

JEAN ROGUES. **La foi d'un agnostique chrétien.**
Éditions Karthala, coll. Chrétiens en liberté, 2009, 228 p., 20 €

L'agnosticisme s'étend, même parmi des chrétiens qui ont pris distance par rapport au catéchisme de leur enfance et qui prêtent une oreille distraite au langage des hommes d'Église. Mais ils hésitent à écouter leurs doutes et leur recherche est souvent tâtonnante dans le secret de leur conscience.

Ce livre offre une lucidité claire et rigoureuse. L'auteur, prêtre, n'est pas un marginal de l'Église : il y a exercé de hautes responsabilités dans le diocèse de Paris et à la direction de l'Institut Supérieur d'Études Œcuméniques. Homme d'une grande culture religieuse, il sait qu'il ne sait pas et qu'aucune théologie ne peut dire "ce qui se passe en Dieu". Mais il montre comment les formulations de la foi, conditionnées par le contexte culturel de l'époque où elles furent élaborées, approfondies aujourd'hui avec la nécessaire distance critique, ont ouvert et ouvrent les chemins de l'expérience spirituelle vivifiante.

Le parcours décapant examine les dogmes, la liturgie, l'organisation des Églises, leur prétention à détenir le monopole de la vérité. On retrouve la belle lumière de la "théologie négative" déjà présente dès les premiers siècles chrétiens, qui ne fut "jamais désavouée, même si elle fut pratiquement laissée de côté par les Églises".

Que de questions actuelles reçoivent un éclairage nouveau : le fait religieux dans sa diversité, le piétinement de l'œcuménisme, la distance entre l'Évangile et les abstractions théologiques, le mystère du mal, la recherche morale, les rites, et la référence à Jésus. Jean Rogues peut conclure à 87 ans : "Cette foi qui ne sait pas suffit à m'ouvrir un chemin de paix". C'est ce chemin que trouveront au long de ces pages les "agnostiques chrétiens".

Gérard Bessière

Le choix de la communion fraternelle

Le cœur du dialogue, c'est l'amitié

Christine Ray
Christian de Chergé
Une biographie spirituelle du prieur de Tibhirine.
Albin Michel, 1998 et 2010 (poche). Coll. Spiritualités vivantes, 235 p., 7,50 €

Voici le livre à l'origine du scénario du film *Des Hommes et des Dieux...*

Christine Ray s'est appuyée sur les documents qu'elle a obtenus de la famille et des amis de Christian de Chergé. Elle a également eu accès aux documents du monastère. Désirant faire connaître la vie de cet homme prophétique, elle a accepté de communiquer ce qui lui avait servi à réaliser sa biographie. Par différentes étapes cela a conduit jusqu'à la réalisation de ce film magnifique.

Mais qui est donc Christian de Chergé ?

Né en 1937 dans une famille traditionnelle, d'un père militaire et d'une mère très croyante ("ma toute première Église" écrira-t-il dans son testament), Christian est un enfant d'une grande vie intérieure, d'une grande sensibilité. À 8 ans il s'est promis d'être prêtre et n'en démordra pas !

Le scoutisme lui permet de sortir de son milieu ainsi que son inscription à la Sorbonne en 1955. L'année d'après, il entre au séminaire des Carmes. C'est son service militaire qui lui fait rencontrer réellement l'Algérie. Et c'est dans ce contexte qu'***un événement va bouleverser sa vie*** : Mohamed, garde champêtre, père de dix enfants, avec lequel il a coutume d'échanger sur la prière, sera assassiné pour l'avoir protégé des terroristes lors d'une embuscade. Il doit la vie à cet homme. Cette expérience sera fondatrice pour lui. Il rencontre Mgr Duval en 1960 et réfléchit sur la façon de créer une oasis de paix en Algérie. De retour à Paris ***en 1961, sa décision intérieure est prise*** de repartir en Algérie vivre une vie de prière dans une communauté monastique. L'ouverture du Concile en 1962 lui procure un immense bonheur. Puis vient son ordination en 1964, son service pendant cinq ans comme chapelain au Sacré-Cœur de Montmartre, lui qui rêve d'une Église servante, pauvre et fraternelle !

En 1969, l'annonce de son entrée au noviciat de la Trappe d'Aiguebelle dont dépend Notre-Dame de l'Atlas, à Tibhirine, est reçue comme un coup de tonnerre par sa famille et ses amis. Il part en janvier 1971. Il doit faire face à un double exode : car il part comme étranger, sans pouvoir, pour un pays qui vient de se libérer de la France. Cette précarité va s'intégrer à sa spiritualité. Et il part à la rencontre des musulmans, sur leur chemin vers Dieu. ***Son désir*** : témoigner que "la paix entre les peuples est un don de Dieu fait aux hommes de tout lieu et tout temps". Il veut être priant au milieu d'autres priants. "On ne prie pas pour se nourrir et repartir plus fort, mais on prie pour rencontrer le Bien Aimé" écrit-il. C'est en septembre 1976 que la communauté prend la décision de rester, malgré le climat des nationalisations et le départ de nombreux chrétiens.

C'est à cette époque, en 1979, que se forme ***le groupe "le lien de la paix",*** groupe central dans l'aventure de Tibhirine. Il s'agit de "donner corps à une fraternité de chercheurs de Dieu dans une quête commune du Tout Autre". Des soufis vont se joindre au groupe. Un dialogue se noue au contact de la vie quotidienne, dialogue existentiel, pas théologique, fruit d'un long vivre ensemble. Lent exode vers l'autre. Chacun progresse avec le chemin de sa tradition "vers le mystère d'une communion en devenir". Christian de Chergé médite en chrétien le Coran. Il ne le lit pas dans sa dimension sociale, juridique ou politique. Il cherche les convergences plutôt que les différences mais n'abandonne jamais sa différence chrétienne. Dans le Testament spirituel qu'il rédige entre décembre 1993 et janvier 1994, il exprime ***sa plus grande curiosité*** : "plonger mon regard dans celui du Père pour contempler avec Lui ses enfants de l'Islam, tels qu'il les voit... tout investis par le don de l'Esprit dont la joie secrète sera toujours d'établir la communion et de rétablir la ressemblance en jouant des différences".

Christian de Chergé est un phare pour tous ceux qui cherchent avec l'autre la communion et la fraternité sans nier les différences. Il a accordé jusqu'à l'extrême ses actes et ses paroles. Il sera assassiné avec les membres de sa communauté, victime de la violence comme un si grand nombre d'Algériens que les moines n'avaient pas voulu abandonner. Il avait choisi la logique de la fraternité, pleinement conscient des conséquences de ce choix.

Marie-Françoise Tinel

Non, Dieu n'a jamais voulu la violence

Lignes de crêtes : À quel moment la violence surgit-elle pour la première fois dans la Bible ? [1]

Dès le 4e chapitre de son premier livre ! Et si lire la Bible, c'est accéder dès ses premiers chapitres à sa complexité littéraire, à ses doublets inévitables jusqu'à être parfois contradictoires, comme dans les deux récits de création, c'est aussi aboutir très vite au 4e chapitre, à l'information sans doublet ni contradiction celle-là à propos de la première génération, de la première fratrie : le surgissement de la violence en un premier meurtre. Et la simplicité d'un récit dramatique que rien jusqu'ici ne laissait prévoir s'offre là, comme étape première de l'histoire humaine : aucun avertissement divin préalable, comme dans le cas de l'arbre de la connaissance, aucune loi, aucune menace, aucune fatalité. Suit pourtant ce récit d'extrême sobriété, celui d'un crime donc, fratricide, le premier mais non le dernier, la violence entre frères dont l'un devient la victime de l'autre, sans témoin, sans recours, sans justification, sinon la jalousie avec la haine. C'est ainsi que sera commis le premier meurtre, qui est un fratricide, le premier fratricide. Et c'est la mort, la première mort, qui est un assassinat.

La Bible s'ouvre dans son épaisseur humaine, par-delà les récits symboliques des trois premiers chapitres, récits de l'origine absolue, complexes sans doute, de cette création où, malgré tout, il ne devait y avoir qu'harmonie et paix, en bref une histoire sans histoires. Et la première génération est advenue, pour la violence, la première qui est aussi violence première, celle entre frères précisément.

Ldc : On parle souvent de l'importance de la violence de Dieu dans la Bible. Qu'en est-il en réalité ?

Il faut en finir avec les lieux communs sur la "violence biblique", sur la "violence de Dieu", sur la violence du judaïsme, d'Israël… C'est ne rien comprendre, n'avoir rien compris à la Bible, ne pas l'avoir lue en vérité, que de céder à ces lieux communs d'une rancœur antireligieuse qui n'a rien à voir avec la réalité et la vérité. ***La Bible,*** *dans son projet historien, qui est majeur dans sa construction d'ensemble jusque dans le Nouveau Testament,* ***cherche à établir d'abord les fondements de l'aventure humaine*** *en dépendance d'elle-même et en confrontation avec Dieu, l'Unique et l'Éternel*. Or, elle sait que cette aventure a pour ressort à la fois initial et ultime l'affrontement à ce réel premier que nous nommons "univers", et à ce qui a pu amener cet univers à être : pourquoi y eut-il quelque chose alors qu'il n'y avait rien, qu'il aurait pu n'y avoir définitivement, éternellement, rien ? Parce que, au commencement, Dieu créa le ciel et la terre, répond-elle, parce qu'au temps où Yhwh Dieu fit le ciel et la terre, il n'y avait pas d'homme pour cultiver le sol, répète-t-elle ; et parce que Dieu fit l'homme, homme et femme, à Son image. Et parce qu'il n'est pas bon que l'homme soit seul, dit-elle encore (*Genèse*, 2, 18) ! Toute l'histoire que la Bible à partir de là va construire, laborieusement, tragiquement souvent, est pour dire ce jeu de confrontation entre le réel immédiat, la terre, autrui, nous-mêmes enfin, et Celui-là seul qui peut l'expliquer par son action créatrice.

Mais voilà qu'en ces commencements Dieu a accepté de faire surgir le couple humain… Ainsi l'histoire peut commencer par-delà le cycle des saisons et même des catastrophes naturelles, de cette énigmatique et naturelle violence de l'univers. *Mais* ***c'est à une histoire humaine que la Bible s'intéresse avant tout***. Or, cette histoire apparaît bientôt énigmatique, dont la Bible semble vouloir donner explication avec cette fameuse faute du premier couple au pied de l'arbre de la connaissance. Mais cela suffit-il ? En effet, l'interdit de toucher à l'arbre de la connaissance garde quelque chose d'abstrait et de général, sinon de vague. En tout cas, un tel interdit ne prévient nullement ce qui va survenir comme suite de l'histoire d'amour entre Adam et Ève : la haine du fils aîné pour le frère cadet, conduisant sans appel au meurtre, à cette violence qui, en définitive, ferait deux victimes.

Ainsi, selon la Bible, la violence entre dans l'humanité : familialement.

Ldc : Si la Bible nous raconte une histoire humaine, ce sont également des hommes, inspirés certes, mais des hommes qui écrivent cette histoire. Or ils appartenaient eux aussi à une époque de l'aventure humaine. Quelle incidence ce fait a-t-il sur l'histoire racontée ?

Ici comme ailleurs, il faut accepter la relativité du langage qui, un temps assez long, fait projeter en Dieu par les humains leurs propres comportements, jusqu'à ce qu'un jour le doute s'immisce dans les têtes et que cette humanité de violence commence à douter de la valeur de la violence même. Assumer l'histoire, et donc accepter la dimension historienne de la Bible, c'est aussi accepter l'évolution, le changement, la mise en question, la relativité de ce qui avait paru un temps expression de la volonté divine.

Ldc : Le récit sur Abraham peut-il illustrer ce point ?

Au temps du Patriarche premier, Dieu lui-même, aux dires du récit, demande à Abraham de lui sacrifier son fils ; et "Abraham de se lever tôt...", précise le texte, sans plus de réflexion (*Genèse*, 22, 3). Mais c'est l'ange de Yhwh, Son "messager"- ou Son "interprète" ? qui arrêtera son bras, le sortant de l'épreuve que le récit avait naturellement, humainement, imputée à ce Dieu. Affaire de traditions différentes d'expression, d'un texte surchargé, composite, dira longtemps l'exégèse... Et, ne faut-il pas enfin envisager que le Dieu d'Abraham relève d'abord d'une "invention" humaine, au sens ambigu du terme "invention", avant que l'humanité d'Israël ne finisse par comprendre qu'il est impossible d'entendre Dieu donner de tels ordres ? Et l'ange médiateur, messager ou interprète, peu importe, n'aurait-il pas charge de rappeler qu'il n'y a plus à prendre ses propres désirs ou obsessions pour des injonctions divines ? Tant il est vrai que "Dieu nul ne l'a jamais vu", comme l'écrira un jour l'auteur du prologue du 4e Évangile. A-t-il jamais été entendu ? Comme si Dieu pouvait être commanditaire d'un infanticide... malgré le fait que, dans leur humble sincérité, des justes aient pu Le saisir et L'entendre ainsi.

Ldc : Quels textes de la Bible viennent conforter cette prise de conscience que Dieu ne peut vouloir la violence ?

Déjà au seuil de l'histoire l'interdiction de la vengeance est affirmée par Yhwh "Aussi bien, si quelqu'un tue Caïn, on le vengera sept fois ! Et Yhwh mit un signe sur Caïn afin que le premier venu ne le frappât point" (*Genèse*, 4, 15).

Plus loin se trouve l'interdit suivant : "Tu ne te feras aucune image sculptée, rien qui ressemble à ce qui est dans les cieux, là-haut ou sur la terre, ici-bas ou dans les eaux, au-dessous de la terre" (*Exode*, 20, 4).

Autrement dit : tu ne représenteras aucunement ce Dieu en des figures faites de ta main, à ton idée et selon ton désir. Car tu risquerais de le façonner sous l'inspiration de la violence qui t'habite. En conséquence ne pas figurer ton Dieu c'est te rappeler que : "Tu ne tueras pas !" (*Exode*, 20, 13).

Certes, on sait qu'au-delà de cette ouverture, l'humanité d'Israël répètera longtemps les lois et coutumes autorisant châtiments corporels et différentes formes d'exécution selon les fautes commises... Il faudra des siècles et des millénaires pour se convaincre d'abord que Dieu n'exige aucun meurtre, ensuite et surtout pas à l'intérieur de la famille. Enfin, que toute violence est exclue de par Sa volonté inaugurale et donc fondamentale.

Ainsi, un droit s'élaborait qui, malgré l'oubli trop fréquent du passage obligé du Décalogue, civilisera le peuple et ses juges. Par les lois de L'*Exode* ou du *Lévitique*, il s'agira, comme en toute communauté nationale ou religieuse, de juguler la violence, par le droit précisément qui tente de la limiter ou de la contenir, de lui fournir des règles, des conditions, des attendus...

Mais cela suffira-t-il ?

Il faudra du temps avant que les humains, ou du moins certains d'entre eux, puissent enfin entendre : "Heureux les doux, car ils possèderont la terre... Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu..." (Matthieu, 5, 5 et 9).

Ldc : Les derniers livres historiques de l'Ancien Testament sont les livres des Maccabées. Ils retracent des persécutions et des batailles. Est-ce le dernier mot de la Bible ?

L'histoire biblique ne s'est pas close sur les persécutions et les batailles rapportées par les derniers livres historiques de l'Ancien Testament, les livres des Maccabées.

Une certaine nuit de Bethléem, rapporte l'évangile selon saint Luc, des bergers entendirent l'annonce ***"d'une grande joie" : la naissance d'un Sauveur dont le signe à reconnaître est celui "d'un nouveau-né enveloppé de langes"*** (Luc, 2, 11-12).

Il n'y a guère à dire ici pour signifier combien un tel "signe" est à la fois en deçà et bien au-delà de toute forme de violence, de toute peur que peut provoquer un événement inouï. Car c'est "la paix sur la terre aux hommes objet de sa complaisance" qui se trouve proclamée.

Ainsi est annoncée la naissance de Jésus : sous le signe de cette paix qui, par définition, exclut toute violence, marque la fin de la violence, ce que la petite enfance ne peut que confirmer.

Loin de justifier quelque forme de violence que ce soit, le Christ ne cessera de la dénoncer avant d'être broyée par elle.

Ldc : Et pourtant, à deux reprises, le Christ ne devient-il pas violent ?

Il y a de la sainte colère chez lui, à deux reprises au moins.

C'est d'abord l'épisode des vendeurs chassés du Temple. Mais là aussi, il ne faut pas se tromper de cible, car de quoi est-il question, sinon de cet argent qu'il n'a cessé de mettre en opposition à Dieu ? C'est bien de violence qu'il s'agit dans ces manipulations aux retombées aussi puissantes qu'occultes dans tous les pays du monde et tous les siècles de l'histoire.

L'autre est dans la seule menace de mort qu'il ait jamais proférée, et encore à l'impuissant optatif ! Pour quiconque scandalise un de ces petits, "Mieux vaudrait pour lui se voir passer autour du cou une pierre à moudre et être jeté à la mer !" (Luc, 17, 2).

Mais dans la cohérence générale de l'Ancien et du Nouveau Testament, le Christ ne pouvait que dénoncer "tout ce sang répandu depuis la fondation du monde, depuis le sang d'Abel jusqu'au sang de Zacharie, qui périt entre l'autel et le Temple" (Luc, 11, 50-51).

Ne nous y trompons pas, c'est à son propre sang que tout aboutit ici.

Cependant, livré à toutes les formes de violence qu'exigent et génèrent les lâches et les dénonciateurs, les foules déchaînées et les hommes en armes, les juges et les bourreaux, le Christ achèvera sa Passion sur le fameux "Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font !".

Et si, en fin de compte, la clé de toute violence était dans cette ignorance humaine, dans cette inconscience qui, pourtant, n'exonère personne de la pratiquer ?

Dès lors, l'écrivain d'apocalypse peut se lever, pour nous rendre l'espérance au terme de ses visions, quand "de mort, il n'y en aura plus ; de pleurs, de cri et de peine il n'y en aura plus" (*Apocalypse*, 21, 4) parce que, justement, toute violence aura été effacée.

Ldc : Pourquoi lire encore aujourd'hui ce texte si ancien qu'est la Bible ?

Il faut lire et relire attentivement ces récits placés au seuil de l'histoire de l'humanité comme du peuple d'Israël : non, Dieu n'a jamais voulu la violence, ni le mal que l'homme fait à l'homme ! quelle que soit l'intelligence de l'histoire que les hommes ont pu avoir, et continuent parfois d'avoir, sur la vengeance divine, sur les commandements de meurtre au nom de Dieu... Et s'il a fallu des siècles pour que l'homme biblique finisse par le comprendre et l'écrire, il faudra encore du temps pour que la violence, toute forme de violence, soit exclue par principe et définitivement de l'existence humaine, des rencontres humaines, que ce soit dans la famille, avec les proches, entre les nations, sans parler des religions...

Car, à suivre le corpus biblique de bout en bout, jusqu'au Christ et donc jusqu'à la fin en Apocalypse, on peut ressaisir la prise en compte de la violence pour s'y affronter et tenter de la juguler.
Et restera toujours le Décalogue dominé par un absolu : "Tu ne tueras pas".

À certains moments de l'histoire chrétienne, on a bien tenté d'atténuer pareil interdit, en particulier au moment des guerres plus ou moins "patriotisées", où l'interdit devenait : "Tu ne commettras pas de meurtre", laissant libre cours aux tueries guerrières comme aux exécutions de condamnés légaux... Mais le texte est clair et définitif : "Tu ne tueras pas !". En aucun cas.

Sans doute ne faut-il pas trop rêver, et tant que l'homme restera l'homme, la violence, sous toutes ses formes, subsistera. Ce diagnostic, désespéré, n'est évidemment pas près d'être effacé. Pourtant, là encore, le corpus biblique oppose non plus seulement des principes, des enseignements, mais *un exemple inconditionnel, celui du Christ*, et son rejet de cette violence qu'il accepta de subir pour nous en libérer...

"Que celui qui a des oreilles pour entendre, entende !" (Matthieu, 11, 15).

Enfin ?

Pierre Gibert

1/ Les questions sont de la rédaction

La violence existe, sous diverses formes, dans toute notre société. Des associations, comme Primo Levi, ou des mouvements, comme le CCFD-Terre Solidaire, s'y attaquent. Même, en Corse, des associations de femmes ont essayé de se faire entendre. La non-violence pourrait-elle apporter des solutions ?

Un philosophe, comme Edgar Morin, propose une voie pour éviter le malheur universel qui nous guetterait. Dans son ouvrage, il y fait preuve d'un optimisme réformiste. Mais, par son témoignage, un syndicaliste nous ramène au monde du travail où la violence peut être utilisée comme moyen ultime d'expression dans les conflits que l'on y rencontre.

Il nous reste à méditer, dans Genèse, sur "l'arc-en-ciel de l'Alliance".

Former en se référant à la non-violence

Pendant une dizaine d'années j'ai animé des formations autour des questions de violence dans le cadre de l'IFMAN Nord-Pas de Calais[1]. Les formations professionnelles proposées par les IFMAN s'adressent aux acteurs des secteurs de l'éducation, du social et du médico-social. De nombreuses structures animent des actions de formations sur le thème de la "gestion des conflits". Je me propose ici de présenter rapidement quelques particularités de l'IFMAN et notamment ce que recouvre cette référence à la non-violence. La célèbre phrase de Gandhi "la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine" est une invitation à rechercher la cohérence entre les fins poursuivies et les moyens y compris pendant les temps de formation.

Il y a souvent une confusion entre la non-violence et l'absence de violence, entre une culture de non-violence et l'idéal d'une société sans désaccords et conflits. Or développer la régulation non-violente des conflits invite à ne pas nier les inévitables conflits qui rythment la vie en société et même à les accepter. En soi les conflits, même faits d'oppositions et de tensions, ne sont pas négatifs et ils sont même parfois nécessaires. Dans un mouvement, qui peut sembler paradoxal, favoriser une culture de non-violence passe par la réhabilitation des conflits et donc un travail sur nos capacités à accepter, vivre et transformer les différentes situations conflictuelles. Faire de la place aux conflits peut contribuer à prévenir la violence. Se référer à la non-violence, c'est aussi accepter de regarder et de travailler sa propre capacité à la violence. En effet la violence ne concerne pas que "les autres". Il est difficile de s'engager dans un travail sur la violence sans reconnaître sa violence.

La violence sidère parfois au point d'empêcher de penser. Accepter qu'il y ait de la violence, ce n'est pas la justifier, mais sans la banaliser ni à l'inverse l'exagérer, faire une place à cette violence pour la transformer. Sans s'enfermer dans un discours sécuritaire, il s'agit de maintenir ou de retrouver la capacité d'intégrer ces faits dans le travail éducatif. Faire face, contenir et aider à transformer la violence demande des équipes de professionnels et des institutions solides et contenantes.

Ainsi une démarche de formation sur ces problématiques peut être impliquante pour les participants. Cela ne peut se faire que dans un grand respect du vécu et du ressenti des participants. Le travail sur soi, en effet, ne passe pas par la culpabilisation, mais par la confiance. Il ne s'agit pas d'inculquer un savoir-être ou un savoir-faire, mais d'aider à se mettre en mouvement. La revalorisation du conflit qui est posé en fondement dans les formations, doit pouvoir se vivre pendant la formation, en laissant de la place aux débats et aux disputes (d'idées !). Le travail du formateur est celui d'un passeur, d'un "ouvreur" vers une (re)mise au travail face à des situations qui parfois anesthésient. Ainsi en réponse à la demande de "recettes", de "comment faire ?", il s'agit de donner des repères mais aussi de travailler le sens de l'action.

L'un des enjeux de la formation est bien d'avancer dans la compréhension des situations difficiles et insatisfaisantes pour sortir d'un sentiment d'impuissance, du "on ne peut rien faire", en découvrant des marges de liberté et d'action. Une formation contribue à donner aux participants des repères pour comprendre, analyser, penser et redonner du goût et du sens à l'action transformatrice.

Eric Mahot-Guise

1/ L'Institut de recherche d'information et de Formation du Mouvement pour une Alternative Non-violente Nord-Pas de Calais a été créé en 1999. Il y a 7 IFMAN en France (voir le site www.ifman.fr) qui ont été créées par des membres du Mouvement pour une Alternative Non-violente (http://nonviolence.fr). Le MAN agit depuis 1974 pour la promotion de la culture de non-violence et la régulation non-violente des conflits, qu'ils soient de dimension locale, nationale ou internationale.

Ne pas laisser faire la torture

Aider les personnes victimes de la torture et des violences politiques à sortir de ce statut de "victimes", réduire la fracture des traumas. Tels sont les objectifs de l'association Primo Levi dont l'ACAT-France est l'un des membres fondateurs avec Amnesty international France, Médecins du monde. Juristes sans frontières et Trêve, association de thérapeutes.

Personne ne guérit vraiment de l'expérience effroyable de la torture

Cependant, des soins appropriés peuvent aider les survivants à renouer avec la vie. L'équipe de cliniciens de l'association Primo Levi accueille des hommes, des femmes et des enfants, qu'elle reconnaît comme victimes de la violence politique. Une étape nécessaire pour sortir de la victimisation. Depuis plus de dix années, l'association Primo Levi a reçu, à Paris, des centaines de personnes victimes de la torture et des violences politiques. Parce que la torture ne s'arrête pas à la libération ; parce que sortir de cet état de victime requiert d'être reconnu comme telle et accompagné dans un parcours de réparation, de mémoire, de soins, de justice... L'action des thérapeutes, en équipe pluridisciplinaire, est essentielle.

Le difficile parcours du soin

La torture se définit comme un acte intentionnel, elle vise à déshumaniser les êtres pris pour cibles. Ses effets, les douleurs, mais aussi la honte, la peur, se font sentir longtemps. Elle est souvent pratiquée de manière à ne pas laisser de traces visibles, il n'y a donc pas de symptôme spécifique. Les personnes reçues par l'association Primo Levi manifestent des souffrances qui pourraient sembler banales : maux de tête, cauchemars, insomnies [...].

Les personnes soignées au centre Primo Levi ont quitté leur pays, fui leurs tortionnaires. C'est en Europe, en France, qu'elles espèrent survivre à leurs douleurs. L'exil, dans lequel elles ont perdu tout ce qui restait de leur vie passée, est une condition pour mettre à distance - géographiquement, et aussi symboliquement - leur agresseur, mais aussi la honte et les lieux de l'horreur. La France reste pour beaucoup le *"pays des droits de l'Homme"*, le "pays des lois". Cependant, ces personnes en quête de refuge découvrent une réalité hostile : la suspicion, l'asile refusé ou accordé parfois, l'interdiction de travailler pour assurer sa vie, la précarité et la dépendance, le mépris, les hébergements sordides souvent, la rue pour beaucoup... Que deviennent les enfants qu'on a pu emmener avec soi ? Et ceux qui sont restés là-bas ? Ces conditions éprouvantes ne permettent pas de sortir de l'urgence. Les traumatismes se cumulent. Exilées, les personnes sont "nues", privées de réseau social, de réseau familial, confrontées à l'inconnaissance de leur situation, au déni de leur parole parfois, lorsque les procédures de reconnaissance du statut de réfugié se font soupçonneuses, inquisitrices. Menacées d'être renvoyées d'où elles viennent, de revivre ce qu'elles ont déjà vécu, elles s'affrontent douloureusement au rejet de notre société. Les cliniciens du centre Primo Levi sont de plus en plus confrontés à cette gageure : comment construire un parcours de soin dans la précarité, l'incertitude du lendemain ? Même lorsque le statut de réfugié a été obtenu, les difficultés de la vie demeurent - cependant, un "après" peut dès lors commencer.

Le parcours de soins est un parcours de retrouvailles douloureux, au fur et à mesure que réapparaissent les souffrances tenues à l'écart. C'est ainsi que la personne peut, à son rythme, renouer avec les pans de son histoire trouée par le(s) traumatisme(s). Repenser à ses proches, par exemple, sans que l'image de leur agonie ne vienne l'écraser de culpabilité. Cela suppose souvent que le thérapeute, formé pour supporter cette confrontation, puisse accompagner la personne dans cette scène d'épouvante revisitée, attester qui a été bourreau, qui a été victime. Affirmer qu'il y a des lois, que ce qui a été vécu était une transgression de ces lois, tout cela participe de la reconnaissance.

On estime à plusieurs dizaines de milliers le nombre de personnes résidant en France qui ont été directement victimes de la torture au sens le plus étroit de sa définition. L'association Primo Levi est un lieu rare, un lieu dédié aux personnes victimes de la torture et de la violence politique ; ce n'est pas l'hôpital, ni un service psychiatrique, c'est un lieu qui nomme le mal. C'est très important pour les personnes reçues : souffrir des effets de la torture n'est ni une maladie, ni une folie. Cependant, faute de soins, ces violences continuent l'œuvre des bourreaux.

ACAT
France

Le témoignage impossible ?

L'association Primo Levi a d'emblée inscrit le témoignage dans son mandat. Dénoncer les effets de la violence politique est un corollaire indispensable aux soins. Elle a réfléchi, au fil de son expérience, au sens du témoignage et à la manière de témoigner. Tirant leçon de ses maladresses, elle s'est forgée une position claire.

Interpellée par des journalistes à la recherche de témoins, l'association n'a pas toujours su refuser ces rencontres. Les habitudes sont ancrées, pour les médias comme pour beaucoup d'associations : que demande-t-on au témoin ? de raconter, donc de replonger dans ce qu'il a vécu ? Veut-on prouver que la torture est réelle ? Déchirer le voile ? Mais le survivant n'a-t-il pas droit à ce voile qui est celui de sa pudeur bafouée, dissimulant l'humiliation ? Certains discours deviennent automatiques, désincarnés, figés...

Autres questions importantes : comment peut-on dire qu'une personne est prête à témoigner ? Quand ? Et dans quelles conditions ? Si l'association Primo Levi demandait de témoigner à une personne qu'elle aide, celle-ci aurait-elle vraiment le choix ? Il peut y avoir un sentiment de *"dette"* envers l'association de soutien, mais aussi un *"devoir"* de mémoire envers celles et ceux qui n'ont pas eu - comme elle - la chance de survivre. Quel choix reste-il ?

Certaines personnes ont été très sollicitées. Les thérapeutes du centre Primo Levi ont pu entendre les dilemmes et les difficultés des personnes prises dans le rôle du témoin : demander à une victime de témoigner, ce n'est pas forcément lui rendre service, cela peut être aussi l'enfermer dans son histoire, dans le statut de victime, et l'empêcher de recommencer à vivre une nouvelle histoire.

Veut-on attester de la réalité de la torture ? L'existence même du centre de soins, dédié aux personnes victimes de la torture, est déjà un témoignage. Les membres de l'équipe peuvent rendre compte de ces effets dévastateurs. Cependant, notre société n'a guère envie d'entendre ces choses-là, des "horreurs", ou bien se sentira accablée par tout cela et ne saura pas aller plus loin, se sentira impuissante. Pourquoi demande-t-on des témoins ? Pas pour ceux qui sont convaincus... Plutôt pour ceux qui n'ont pas envie d'y croire. Pour convaincre, la discussion devrait se situer au niveau politique.

De même, l'association Primo Levi a réfléchi à **l'utilisation de l'image dans sa communication**, et a banni les photos de victimes et les images directement évocatrices des bourreaux à l'œuvre, l'anéantissement des victimes exhibées. Si ces photos ne donnent pas à celui que l'on voulait sensibiliser l'envie de fuir, elles peuvent devenir une source de fascination, et donner de "drôles de repères" aux personnes fragiles. D'ailleurs, qui prend ces photos ? Les bourreaux eux-mêmes s'en servent pour humilier leurs victimes. Par leur banalisation, ces images contribuent à "normaliser" l'usage de la torture, à relativiser la gravité des faits. Une alternative se trouve dans le dessin, l'illustration. L'art n'a-t-il pas pour but de transmettre ce qui n'a pas de mots pour se dire à une personne qui a d'autres sensibilités ?

Que ce soit par l'action de ses thérapeutes, par son expertise ou sa communication, l'association Primo Levi est guidée par un seul objectif : aider les personnes victimes de la torture et des violences politiques à sortir de ce statut de "victimes", réduire la fracture des traumatismes, ouvrir un "après", sortir des regards qui stigmatisent. Qui fait comme projet de vie d'être une victime ?

Courrier de l'ACAT
Action des Chrétiens pour
l'Abolition de la Torture
juin 2008
Extrait de la revue
Entre-Nous n° 67
Dialogue et Coopération

Face aux violences, devenir co-créateurs !

Comment le CCFD-Terre Solidaire se situe t-il au regard du double défi que posent les violences contemporaines et les alliances créatrices ?

D'une manière à la fois pragmatique et convictionnelle.

Pragmatique en proposant trois axes d'actions pour le développement de tout l'Homme et de tout homme. En contribuant à la mise en œuvre de 450 projets de promotion humaine selon le principe du partenariat. C'est-à-dire en prenant le risque (et le temps) de nouer des alliances à long terme avec des groupes qui, dans 70 pays du monde environ, décident de s'attaquer à l'une des causes du mal-développement local et de contribuer à transformer la société dans laquelle ils vivent. Également en multipliant en France les démarches d'éducation au développement. La solidarité n'est pas innée en chacun de nous. Elle ne tombe pas du ciel. Elle s'éveille et se cultive dans le cœur et l'intelligence de tous, jeunes ou moins jeunes. Enfin en organisant des opérations de plaidoyer qui visent à faire pression sur les décideurs français ou mondiaux, afin que leurs choix économiques ou politiques aillent dans le sens d'un vrai développement et pas seulement de l'enrichissement des plus riches.

Approche également convictionnelle. Si l'urgence est à l'action, nous savons que celle-ci puise sa force dans les convictions de celles et ceux qui s'engagent. Il ne s'agit en rien de se contenter d'un beau débat de belles idées ! Plutôt de savoir ce qui nous motive. De pouvoir se dire à soi-même et partager avec les autres, les sources, les souffles qui animent les actions. Celles-ci s'épuisent vite si elles ne se greffent pas sur des convictions, qui ne sont pas des dogmes ni des idéologies rigides ou figées, mais qui sont des choix pour construire la société et donc mener la tâche de son "éducation" dans le sens d'une humanisation plénière. Le CCFD-Terrre Solidaire dit clairement son attachement à la Bonne Nouvelle de Jésus. Ce qui ne justifie ni enfermement - comment une communauté à prétention catholique c'est-à-dire universelle s'enfermerait-elle sur elle-même ? - ni fermeture à d'autres paroles de vie.

À quelles violences sommes-nous confrontés ? Le mal-développement a des facettes nombreuses.

Tout d'abord les réalités scandaleuses de la faim : près d'un milliard de femmes, hommes, enfants souffrent de malnutrition. Alors que la planète peut aujourd'hui nourrir tous ses habitants, certains n'ont pas accès à la nourriture. Ne nous habituons pas à ce constat honteux et mortifère.

Violences aussi de la marginalisation et de la déshumanisation lorsque des peuples entiers sont soumis à la dictature du profit maximal, le veau d'or des temps modernes. Il est mensonger d'affirmer que la loi du marché orienté sur le toujours plus d'argent serait le seul principe autour duquel pourrait se construire une économie.

Violences à travers l'absence de formation-éducation qui empêche nombre de personnes de devenir actrices de leur futur, faute de pouvoir en maîtriser les données principales. S'il est discriminatoire de reprocher à certains peuples leur "retard culturel", il est hypocrite de ne pas reconnaître que seule la promotion d'une certaine capacité d'analyse et d'élaboration rend possible une participation créatrice dans la diversité des cultures.

Violences aussi de l'oppression lorsque les lieux de décision sont inatteignables par ceux et celles qui ne possèdent pas les richesses matérielles et intellectuelles. Comment se construisent les mécanismes de prise de décision au plan local (une classe, un village) comme au plan national et mondial ? Les modalités de gouvernance constituent souvent des handicaps infranchissables pour des personnes ou des peuples.

La lucidité face à ces mécanismes du mal-développement s'impose, non comme un luxe mais comme une exigence. Être militant n'interdit pas d'être intelligent ! C'est pourquoi les questions de formation et d'éducation sont si importantes dans la démarche du CCFD-Terre Solidaire.

C'est aussi la raison de la dimension collégiale de notre organisme. C'est ensemble que des mouvements, associations et services d'origines diverses doivent réfléchir pour cerner les lieux d'engagement. La présence de Chrétiens dans l'Enseignement Public dans la collégialité du CCFD-Terre Solidaire ne répond donc pas à une fantaisie ni au souci de faire nombre. Le partage des réflexions et des actions est, en lui-même, une première réponse aux défis rencontrés.

La stratégie que le CCFD-Terre Solidaire a toujours mise en œuvre à travers la règle du partenariat avec les groupes étrangers n'est donc pas facultative. C'est en nouant des alliances, dans la confiance et le désir de co-responsabilité que nous pourrons prétendre faire face aux scandales du mal-développement. Nous sommes tellement tentés, même de bonne foi, de vouloir apporter notre solution et notre savoir aux difficultés subies par un peuple, alors que lui seul, dans une démarche d'alliance, détient les clefs du succès ! Les modalités d'action politiques ou économiques comme celles de la pratique de l'enseignement et de la formation doivent s'inspirer du principe du Partenariat, autre mot pour vivre l'alliance.

Alliance lorsqu'un groupe étranger nous propose de soutenir financièrement et en sympathie un projet précis de développement, dans la durée et dans une perspective de transformation sociale.

Alliance lorsque l'argent est partagé, mais aussi les idées, les modalités d'action sur le long terme.

Alliance lorsque des évaluations se font à propos du comportement partenarial. Et ce, non pas à sens unique pour voir si le "pauvre" a bien dépensé notre argent. Évaluation mutuelle et régulière des modalités de mise en œuvre des projets par chacun des partenaires.

Alliance lorsque le CCFD-Terre Solidaire suggère à un partenaire de se mettre en contact avec d'autres acteurs locaux pour, soit renforcer son action, soit la penser dans un processus plus complet.

Alliance lorsque les partenaires du Sud nous demandent d'agir sur les instances nationales ou internationales qui fixent les règles des subventions à accorder à l'agriculture d'exportation, au détriment des agricultures familiales, seules capables de nourrir un peuple.

Alliance lorsque nous décidons de dénoncer le système mondial des paradis fiscaux qui permettent à des agents économiques ou à des potentats politiques de faire des affaires sur le dos des populations, en les dispensant de payer (et de cacher dans les paradis fiscaux opaques) près de 130 milliards d'euros au titre de la fiscalité du pays d'origine.

Alliance lorsque nous intervenons, avec nos partenaires auprès des pays du G20 pour que les prix

des matières premières ne dépendent pas des spéculations de quelques-uns ou des accidents naturels qui détruisent une région.

Alliance lorsqu'avec des femmes du Sud nous voulons transformer les relations entre les hommes et les femmes, non pour nier les différences mais pour faire disparaître les oppressions, les humiliations et la discrimination dont elles sont victimes.

Alliance aussi lorsque nous partageons nos visions de l'avenir et nos conceptions d'un monde plus juste. La dictature du modèle unique de développement fait bien du mal et conduit à des impasses. En sens inverse, la règle selon laquelle chacun peut agir comme il le veut et "que le meilleur gagne", aboutit toujours à l'écrasement des plus pauvres.

Alliance lorsque le CCFD-Terre Solidaire, qui ne cache pas son ancrage dans l'Évangile et dans la pensée sociale de l'Église, travaille en communion avec des groupes qui ne partagent pas la même foi, mais qui acceptent d'entrer dans un "dialogue des souffles et des sources" qui font vivre.

Oui nous avons changé complètement d'époque. Si nos parents pouvaient rêver la mondialisation, nous et tout spécialement les plus jeunes la vivons pleinement. Il ne s'agit pas de le déplorer ni de se replier sur des postures identitaires frileuses. Ce n'est pas ainsi que la confiance grandira dans le cœur et l'intelligence ! Le défi est de faire de l'alliance partenariale non une vertu catholique pour "gagner le ciel en toute quiétude", mais un principe de vie sur le plan tant politique, économique, idéologique, pédagogique que spirituel. Cette alliance ne conduit en rien au relativisme démobilisateur ou corrupteur des valeurs humaines. Elle seule permettra à chacun de se forger de vivantes convictions tout en invitant celles-ci à rester ouvertes à d'autres choix.

Il est de bon ton de se lamenter sur la réticence des plus jeunes "à s'engager". Un tel reproche ne tient pas. La solidarité reste une valeur sûre chez les générations nouvelles. Mais nous, et nombre de nos dirigeants l'avons tellement galvaudée, qu'elle en est presque dévalorisée. Comment y croire encore lorsque tant de messages ronflants ne tiennent que le temps d'un discours électoral ou d'une pieuse homélie ? L'appétit ne manque pas à l'égard de la pratique de la solidarité ; ce qui manque, ce sont des propositions à la fois concrètes et crédibles dans lesquelles le plus jeune pourra trouver sa place sans se perdre pour autant ni être obligé d'avaler dogmes ou théories. La pratique de l'alliance permet à la fois une rencontre humaine identifiée et la certitude d'une action qui peut réussir, puisqu'elle est portée par les acteurs de terrain et partagée avec d'autres.

Bien sûr, et les enseignants sont les mieux placés pour le savoir, la pratique de l'alliance ou sa proposition dans notre monde n'est pas un long fleuve tranquille. Il ne faut pas la rêver, mais en mesurer les pesanteurs, les lenteurs, les limites aussi. Apprendre à rencontrer l'autre n'est pas chose facile, et une vie ne suffit pas pour y parvenir. Mais n'est-ce pas, pour tout homme, toute femme, y compris pour tout chrétien, le chemin d'humanité que propose la Bonne Nouvelle de la vie qui a vaincu la mort ? Et ceci non dans les nuages mais sur notre terre violente.

Guy Aurenche
Président du
CCFD-Terre Solidaire
(Comité Catholique contre la
Faim et pour le Développement)
Auteur de *Le souffle d'une vie*
Albin Michel, Paris 2011

Quand Je ferai apparaître des nuages sur la terre et qu'on verra l'arc dans la nuée,
Je me souviendrai de Mon alliance entre Moi, vous et tout être vivant quel qu'il soit.

Genèse 9, 14-15

La Voie
Pour l'amour de l'humanité

Edgar Morin
La Voie
Pour l'amour de l'humanité
Fayard, 2011, 310 p., 19 €

Le malheur universel nous guette, le malheur est là. La terre tremble, d'énormes vagues emportent les hommes et les biens, des centrales atomiques explosent et polluent tout pour mille ans. Et spécialement en un pays qui croyait avoir remporté, par sa culture rationnelle, la plus éclatante victoire sur la nature et l'histoire, sur les séismes, la guerre, la bombe. Mais jusqu'où peut encore aller cet héroïque "challenge" entre nature/culture, demandait déjà Toynbee en 1948. A-t-il encore même un sens ?

Sur ces thèmes, il y a longtemps qu'Edgar Morin avait fait entendre "sa voix" (quatre ouvrages), et montré "sa voie" de salut (huit ouvrages). Il en fait ici une nouvelle synthèse, que certains jugeront banale, répétitive et désespérante, comme toute pensée pré - ou post - apocalyptique. Mais faut-il refuser d'entendre une Vérité criante, sous prétexte que son évidence est devenue banale ? L'auteur n'est d'ailleurs pas que pessimiste. Si notre espèce s'est dévoyée massivement depuis "Babel", c'est par des voies multiples et singulières, dont chacune possède ses issues de secours. Mais elles ne seront vraiment secourables que désimbriquées, puis réorganisées en une Voie unique de "salut" collectif et consensuel, face à la mort et au non-sens. Ce qui suppose à la fois une "réforme de l'entendement" et une "éthique nouvelle".

Ce vaste et global projet est exposé en quatre parties :

1. Politique de l'humanité, où il est question de civilisation, de démographie, d'écologie, de justice... Grandes notions qu'il faut repenser à la fois dans leur universelle et globale simplicité, et dans toute la complexité de chaque discipline scientifique. Mais l'entrée en chacune a-t-elle une unique clé ?

2. Réforme de la pensée et de l'éducation, où il est question de "démocratie cognitive" (sinon cognitiviste !) et communicationnelle, en réseaux, et non plus en structures hiérarchiques.

3. Réforme de la société, où les thèmes de la médecine, de la ville, de l'alimentation, du travail, semblent devoir former un ensemble harmonieux, analogue à celui des utopies radieuses...

4. Mais rien de tout cela ne fonctionnera sans une réforme de nos vies, sans une conscience de la finitude de l'individu et de l'espèce face au risque de mort... Cette mort que le monde moderne a prétendu évacuer de ses préoccupations, en la maquillant et la réléguant au fond de sombres hospices. C'est pourtant elle qui, regardée de face, pourrait nous rendre sages et prudents... et surtout inventeurs d'un "sens" dont nous sommes seuls dans la nature et la culture à porter la responsabilité (cf. E. Morin, *L'homme et la mort*).

Tout cela est si beau que l'auteur se sent obligé de se critiquer lui-même dans une remarquable conclusion, où il dénombre les obstacles que chaque petite voie réformiste va rencontrer et contourner. Belle leçon d'humilité et de réalisme, pour parer au danger des imaginations délirantes de tous les grands réformateurs, qui croient toujours pouvoir tout maîtriser... (et même éteindre le soleil allumé par l'atome ?). Il n'empêche qu'au centre de l'ouvrage, il se réfère à une pensée de Pascal sur notre capacité de "penser ensemble le tout et les parties", et dont la relation, dite de "finalité interne" et organique, est génératrice de sens ; car tout se passe comme si le tout donnait sens aux parties, qui donnent sens à la totalité.

On ne cite pas Lucien Goldmann, qui dans *Le Dieu caché, une conception tragique de la vie*, avait fait un sort à ce texte. On ne cite pas non plus Kant *Critique du jugement* sur l'esthétique et la finalité biologiques, non plus que le fameux débat autour de Monod et Jacob. C'est dommage, car à vouloir faire une société sur un modèle "organiciste", on risque de sombrer dans un système paranoïaque et clos. Heureusement, il y a la fragilisation du système par la mort qui l'ouvre sur les deux infinis vertigineux de Pascal, et qui situe toute signification humaine dans l'entre-deux provisoire des deux infinis.

Le lecteur, face à l'optimisme réformiste de l'ouvrage pourra-t-il résister alors à ce vertige de la pensée qui nous fait hommes ?

Denise Van Canéghem

Des femmes, un évêque et la violence en Corse

Dans le bassin méditerranéen, et en Corse en particulier, la vendetta a souvent imposé sa loi. Au départ, des querelles entre des familles pour venger l'honneur d'un de ses membres d'où cette image du bandit d'honneur utilisée en Corse. De nos jours, cela a tourné à des règlements de compte entre clans politiques jusqu'à atteindre des dérives maffieuses.

Des morts ? Ces dernières années l'on a pu dénombrer quelques 330 meurtres. C'est beaucoup ? Alors je rappelle, que du temps de Pascal Paoli (dans les années 1760...), l'on comptait, en moyenne, 900 morts chaque année par vendetta. D'où l'idée de vouloir diminuer le nombre d'armes en circulation !

Bien entendu il ne faudrait pas enfermer la Corse dans cette image. Les causes de la violence actuelle sont tout autres, mais le goût des armes existe bien. La Corse a, de tout temps, été envahie de par sa situation stratégique en Méditerranée. D'où cette devise *"Toujours conquise, jamais soumise"* qui peut traduire l'état d'esprit de certains insulaires.

Dans ces dernières décennies, une date s'impose sur le plan politique : 1975. Au cours de l'occupation d'une propriété viticole, à Aléria, deux gendarmes sont tués. Cela sera le début de nombreux affrontements avec l'État ; des partis nationalistes et indépendantistes se créent mais aussi des tensions entre eux. Donc malheureusement des règlements de compte vont endeuiller la Corse. Je vais donc m'intéresser à certains aspects humains du problème et à leurs conséquences, en particulier, dans la population.

Dans les années 1990, il y a eu une recrudescence de meurtres, avec un point culminant, l'assassinat du préfet Erignac[1] en 1998. Qui alors se sont soudainement révoltés ? Ce sont des femmes qui n'ont plus supporté que leurs maris, leurs frères, leurs enfants disparaissent. Et en 1995 naît *Le Manifeste pour la vie*. L'*omerta* était rompue. Une association va se former : *Les femmes du Manifeste pour la vie*. Ainsi, après avoir participé à de nombreuses manifestations, ces femmes vont permettre à la société civile de se mêler de l'avenir de la Corse. Notons leur présence à une grande réunion à Corte en février 2000. Malgré cette association, elles ne sont jamais bien structurées mais cela a permis un lieu de débat.

Mais, hasard, un autre évènement a eu lieu en 1995 avec l'arrivée en Corse de Mgr Lacrampe comme évêque. Sous son impulsion, l'Église catholique de Corse s'engage complètement au service d'une paix à retrouver. Ordonné en 1983, il est le plus jeune évêque de France ; en 1988 il est à la tête de la Mission de France. Il est un proche de Mgr Gaillot. Évêque de terrain, sa première initiative est significative. Il interdit toute intervention d'armes à feu au cours de certaines cérémonies religieuses (processions, enterrements...). Mgr Lacrampe est toujours en première ligne pour favoriser une réconciliation entre les frères ennemis, les nationalistes, qui s'entretuent et ce dès 1996 (colloque à Corte). À la fin de son mandat, en 2003, nous le retrouvons encore à Corte : *"Comme évêque, je n'ai jamais manqué toute occasion de rappeler notre Évangile et ses commandements dont celui "Tu ne tueras point"*.

Mais on n'assassine pas que des personnes, on assassine aussi la nature, la multiplicité des incendies en fait foi ! Mgr Lacrampe s'en est indigné : *"Tout ce qui porte atteinte à la création est une offense à Dieu"*.

Enfin, signalons qu'il a écrit un livre, sur ces problèmes corses, *La Paix et la réconciliation en marche* (La Toison d'or, novembre 1999).

Il quittera la Corse le 30 octobre 2003 pour rejoindre Besançon comme archevêque. Pour conclure, je lui cède la parole :

"L'Assunta gloriosa, la Reine de la Corse[2], notre Mère de Miséricorde, prions-la, afin qu'elle nous rassemble tous dans l'espérance sur le chemin de la vie, dans le respect de l'homme et de la nature" (Extrait d'un texte paru en juillet 2003 sur le site de Zenit : www.zenit.org/).

Francis Filippi

1/ Le troisième procès d'Yvan Colonna est en cours, donc je ne ferai aucun commentaire.
2/ En 1735, la Corse à été consacrée à la Vierge Marie.

La violence dans les conflits du travail, moyen ultime d'expression

Le Cercle Condorcet de Vaucluse a voulu faire réfléchir ses adhérents et sympathisants aux processus, chargés de violence, qui se déroulent lors d'une fermeture, pour délocalisation, d'un site d'entreprise. À Malaucène, petite ville du Vaucluse, c'est une papeterie qui en fait les frais. Nous avons écouté le témoignage de Thierry Georges, syndicaliste CGT impliqué dans ce conflit, en alternance avec un philosophe chargé de donner un éclairage complémentaire et distancié.

C'est le témoignage du syndicaliste qui est rapporté ci-dessous.

Il semblerait donc que la violence serait le tout dernier niveau du rapport de force dans le cadre d'un conflit social.

J'ai très envie de prendre le contrepied en affirmant que si la violence est indéniable, force est de constater que ce sont bel et bien les grands groupes qui en font usage les premiers par le biais de stratégies capitalistiques sans foi et peu de lois…

Stratégies qui, à l'inverse des actions jugées démesurées, illégales, des salariés et de leurs représentants, sont autorisées, accompagnées, soutenues et souvent financées par la Puissance Publique, en clair nous tous…

Ces stratégies ne naissent pas du jour au lendemain ; ainsi, les délocalisations sont préparées avec soin, bien longtemps à l'avance, conçues comme des "wargames". L'attaque est préméditée, cela ne fait aucun doute : absence d'investissement, volonté d'assécher les comptes, personnes clés remplacées par des gens ayant le bon profil, annonce faite aux clients principaux dans le plus grand secret , puis attente du feu vert de leur part pour déclencher l'annonce officielle.

L'objectif visé est clair : surprendre les salariés par la rapidité et par le choc des annonces, le traumatisme individuel et collectif qui s'en suit les rendant incapables de réagir en cohérence.

Arrivent ensuite les entourloupes pour ne pas favoriser un repreneur, l'attitude de la Préfecture, en zélé représentant de l'État tout autant que porte-parole des employeurs dans un rôle qui vise à contraindre, non sans violence, les salariés. Son discours pour limiter la mise en scène de la violence : *"si vous bougez on lâche les brigades vous irez en prison"* ou *"de toute façon on n'y peut rien, ce que vous avez c'est déjà très bien"*. Et après coup se découvrent les bonus accordés au Directeur Europe chargé de liquider, et le cours de l'action en forte hausse à cette bonne nouvelle.

Les médias se sont ainsi fait l'écho, de façon sélective, des pratiques de blocage ou d'occupation de locaux, de retenue des cadres dirigeants ou encore des dégradations. (Molex, New Fabris, Continental…).

À Malaucène, l'attitude des médias était carrément "pousse au crime", du style, j'exagère très peu : "sans séquestration pas de médias…". De fait les "unes" nous furent consacrées lors de la séquestration de trois dirigeants une nuit, ou après les menaces sur le Tour de France.

La mise en scène d'une certaine violence serait donc indispensable à sa médiatisation, elle-même indispensable pour exister vis-à-vis des autorités, et seule possibilité de pression sur la direction.

Et pourtant, pour moi il y avait moins de violence dans ces moments-là, même dans les hurlements ou les dégradations, que dans le motif purement spéculatif de la fermeture, dans le processus pour y parvenir, dans la façon de l'annoncer aux intéressés.

On vit à l'heure actuelle sur la financiarisation et la rentabilisation au détriment de l'emploi, puisque le travail devient méprisable car faiblement rentable devant la finance. Dès lors, l'Entreprise n'a plus qu'un seul but "gagner le plus d'argent possible maintenant et un peu plus avant le prochain trimestre".

Cette situation est vécue et ressentie comme une trahison et un abandon par les salariés, qui se sont impliqués, mouillés, usés pour le développement de leur Entreprise et accessoirement pour le bonheur des actionnaires.

Pour conclure, je pense que cette permanence de la violence, larvée ou bien réelle, est le résultat de la confrontation ouverte et quotidienne entre les salariés et les Directions, ceci au travers de revendications de plus de justice, d'équité, de refus de stratégies capitalistiques, bref une lutte ancrée dans des rapports sociaux de production profondément contradictoires…

Et c'est là que je situerai la clé pour un syndicalisme d'action, de cohérence, en phase avec les salariés.

Les résultats les plus probants dans ce conflit ne l'ont pas été dans la violence mais plutôt dans la construction et la proposition, car la direction sait mieux faire face à une séquestration qu'à des propositions étayées, argumentées, sérieuses et alternatives…

Thierry Georges
Responsable de l'UL-CGT
Vaison-Malaucène

Les groupes qui ont lutté contre des régimes autoritaires voire dictatoriaux ont dû faire alliance avec d'autres pour s'acheminer vers la Non Violence Active en Afrique du Sud, aux Philippines. D'autres travaillent à travers l'éducation et par la parole afin de prévenir la résurgence de la violence au Rwanda, en Italie.

Lutte des Philippins contre Marcos

Le système politique démocratique des Philippines s'est totalement dégradé sous le régime de Marcos, surtout lorsque le pays fut soumis à la loi martiale le 21 septembre 1972. Le régime militaire a duré environ 14 ans. Pendant cette période, Marcos détenait tous les pouvoirs. Il avait le plein contrôle de l'armée. La liberté d'expression et autres libertés civiles furent supprimées. Le Congrès des Philippines fut dissous et tous les médias interdits. Le régime républicain fut remplacé par un gouvernement de style parlementaire avec une nouvelle constitution rédigée par lui. Il a aussi ordonné la fermeture et l'étatisation des affaires du pays. Mettant, dès lors, toute entreprise sous le contrôle soit du gouvernement, soit des copains de Marcos. Comme appui, il a recherché celui du gouvernement américain, et promis d'évacuer le communisme hors des Philippines. Il a aussi garanti au gouvernement américain l'utilisation des bases militaires et navales dans le pays. En 1983, l'assassinat de Benigno Aquino, vigoureux opposant et critique du régime Marcos, a encore aggravé l'affront persistant subi par le peuple. Dans tout le pays, on assiste à un mécontentement social et un soulèvement populaire. Dans le Luzon du Nord et du Centre, la Nouvelle Armée du Peuple progresse, et, dans le Mindanao du Sud, se développe le mouvement séparatiste du Front Moro de Libération Nationale.

Dans la souffrance du peuple et sa recherche de la justice, l'Église catholique est devenue ciment d'unité. Hommes d'affaires, gens ordinaires, ouvriers, paysans, agriculteurs et classe moyenne aisée, tout comme la hiérarchie conservatrice se sont unis autour de l'Église sous la houlette de l'archevêque Jaime Sin. Dans l'aspiration du peuple à renverser le dictateur, l'Église sert de point de ralliement.

Les évêques catholiques des Philippines ont condamné la persistance, en notre société, de situations et de structures de péché. L'archevêque Jaime Sin appelle cela une "déchéance morale". Le problème du pays est structurel. Des situations et structures de péché existent en différents systèmes qui perpétuent l'inégalité, l'oppression et l'injustice. Il faut briser ce cycle.

Des animateurs socioculturels et des chargés de mission pastorale étaient envoyés en province et dans toutes les régions du pays où il existait des diocèses et des paroisses. Il s'agissait de partir sur des bases socioculturelles, en fonction d'une problématique, de critères économiques ou religieux. Peu à peu des groupes se constituèrent par affinité de foi en de nombreux points du pays. Des Communautés Chrétiennes de Base, ou Munting Sambayanang Kristyano (MSK), se formèrent dans tout le pays. Ce fut un mouvement de conversion sociale. La question en jeu : l'autorité d'un despote ; les gens voyaient que l'autorité de Marcos constituait une violation des principes démocratiques et du droit naturel à vivre la vie digne d'un fils de Dieu. En tant que nation chrétienne qui croit aux valeurs évangéliques de compassion, de pardon, d'assistance, de respect et de solidarité, on ne doit pas seulement parler de changement et de renouveau. Nous devons poser une base solide. Tout en établissant cette base solide, nous avons aussi éveillé la conscience des gens. Ce fut une démarche qui a pris des années, jusqu'à ce que les gens soient conscientisés en utilisant la méthodologie traditionnelle de la praxis sociale chrétienne : "VOIR-JUGER-AGIR".

La révolution de 1986 a marqué l'apogée du processus de conscientisation. L'archevêque Sin a exhorté les gens à soutenir les chefs rebelles. À l'appel de Radio Veritas, réseau radiophonique national, des millions de gens se sont mobilisés en quelques heures. On estime que un à trois millions, des civils sans armes pour la plupart, ont soutenu les rebelles. Les gens ont réagi en bloc, bras dessus, bras dessous, en chantant Bayan Ko (Ma patrie) et en brandissant le signe "L" composé à l'aide du pouce et de l'index et signifiant "Larguez le dictateur !". Prêtres et religieuses s'agenouillaient devant les tanks, en levant leur chapelet, alors que les gens offraient des fleurs et de la nourriture aux militaires. À l'ordre d'évacuer devant la troupe, personne n'a bougé. La foule a continué à barrer la route en se donnant le bras et à chanter "Ma patrie". Finalement, la troupe s'est repliée, sans un coup de feu. Tel fut le début de la victoire du peuple. Peu à peu, de nombreux officiers des trois armes firent défection. Et finalement Marcos décida d'abandonner le palais et de fuir le pays.

Alma S. Avellano

Ex-professeur de l'enseignement public devenue animatrice socioculturelle, elle a vécu et travaillé en milieu rural depuis les années 70. Pendant plus de 30 ans elle a travaillé avec les autochtones : pêcheurs, paysans, jeunes et femmes. Maintenant en retraite, elle se consacre encore à des activités relatives aux droits des gens. Elle milite en matière de médiation, approche non-violente de la résolution des conflits.

Traduction : I. Renoux

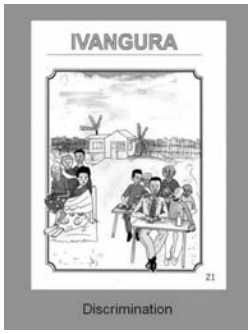
Extrait de la revue
Entre-Nous n° 67
Dialogue et Coopération

Le sentier de la paix

En 2000, Jacqueline Uwimana crée une association d'éducation à la paix et à la non-violence qui travaille avec le public jeune, au Rwanda et dans la région des Grands Lacs.

Comment est née l'association ?

"Umuseke", le nom de notre association, signifie littéralement aurore. Nous l'avons choisi parce qu'il symbolise l'espoir que nous avons dans la jeunesse et, par là, dans l'avenir. Après le génocide de 1994, nous nous sommes tous posé beaucoup de questions. Comment faire pour éviter des destructions comme celles que nous avons vécues ? Comment préparer l'avenir dans la non-violence ? C'est pour répondre à ces questions et pour promouvoir la culture de paix que nous avons créé l'association Umuseke.



Qu'est-ce que Le sentier de la Paix ?

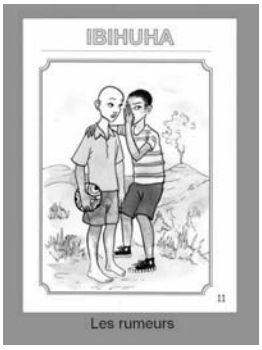
La paix est une pratique dont l'apprentissage est essentiel. C'est pourquoi nous avons créé une exposition ludique et éducative baptisée ***Le Sentier de la Paix.*** Destinée aux jeunes de 10 à 20 ans, elle a pour objectif de former une jeunesse capable d'analyser les situations vécues, de prendre des décisions positives et de résister aux manipulations des politiciens mal intentionnés. ***Le Sentier de la Paix*** nous apprend à nous méfier des apparences et des évidences, à nous méfier de nos choix et de nos actes impulsifs, à déchiffrer le sens caché des évènements. Cette exposition est proposée aux centres de jeunes et à l'ensemble des écoles du Rwanda, mais aussi à l'Est de la RDC (le sud et le nord Kivu) et au Burundi.

Le Sentier de la Paix comprend 35 panneaux illustrant huit thèmes :

- Je n'en crois pas mes yeux !
- Générations, faits et opinions, préjugés et suspicions
- La rumeur
- Différences et ressemblances
- La discrimination
- Le bouc émissaire
- J'y vais, j'y vais pas
- Un monde pour tous

Chaque panneau propose une image qui va déclencher le débat.

Sur le sentier de la Paix



Les rumeurs

"Je n'en crois pas mes yeux !" est le titre du premier panneau. Les illusions d'optique qu'il présente nous montrent que nous n'avons pas accès directement à la réalité. Ce qui est certain pour les uns ne l'est pas nécessairement pour les autres. L'interprétation des faits peut différer d'une personne à l'autre et peut engendrer des erreurs. Les évidences doivent être toujours vérifiées. Les textes et les jeux qui accompagnent l'exposition invitent les jeunes à réfléchir à leur propre vécu et l'animateur, en recourant à différentes techniques participatives, leur permet de comprendre ce que sont les préjugés, la discrimination, les droits, les devoirs, la responsabilité... Il les aide à chercher des solutions où entrent en jeu le respect de l'autre, la valeur de l'échange et la participation à la vie collective.

Pourquoi avoir ciblé le public jeune ?

Au Rwanda, les adultes ont davantage besoin de réconciliation que de prévention. Nous, nous avons choisi d'agir dans le champ de la prévention car nous souhaitons préparer l'avenir. L'éducation à la paix est d'autant plus efficace qu'elle est proposée aux jeunes, à l'âge des apprentissages sociaux, lorsqu'ils sont encore malléables.

Discrimination

Les jeunes qui participent au *Sentier de la Paix* n'ont pas connu directement le génocide. Ils le vivent autrement parce qu'ils côtoient des adultes qui, eux, l'ont vécu. Au Rwanda, tout nous rappelle ce qui s'est passé en 1994. Il faut donc en parler avec les jeunes pour prévenir de nouveaux conflits. Il faut les responsabiliser et insister sur l'engagement de chacun. *Le Sentier de la Paix* est un outil pédagogique basé sur l'analyse des comportements pour utiliser a minima les ressorts moralisateurs et les arguments affectifs.

Bilan et perspectives :

Chaque année, environ 5000 enfants sont éduqués par 400 enseignants formés dans les trois pays concernés avec des copies de l'exposition dont certaines sont installées à poste fixe tandis que d'autres sont itinérantes. Après avoir suivi l'un des programmes, les jeunes constituent des clubs de paix dans leurs écoles et dans leurs centres de jeunes et restent en contact avec l'association.

Les changements de comportement ne sont pas très faciles à obtenir, mais les témoignages et l'évaluation qui a été menée montrent que des changements s'opèrent. C'est positif. *Le Sentier de la Paix* analyse les raisons qui amènent des personnes à créer du conflit. Il n'y a pas de solution autre que la connaissance. C'est pourquoi nous développons maintenant un nouveau programme, "Vers la citoyenneté sur le sentier de la paix" qui cherche à promouvoir la capacité de négociation et donc de prévention des conflits, par la construction de la citoyenneté. Mais notre grand rêve reste de construire une Maison de la Paix que nous baptiserons *Urubuga* (littéralement, *la place où l'on s'exprime*) et qui sera un centre de ressources où les gens viendront se documenter et "apprendre tout ce qui est en rapport avec la paix".

Extrait du Bulletin International des Équipes Enseignantes n°67

L'association Umuseke est soutenue par Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.
Son outil pédagogique, une des premières initiatives concrètes au Rwanda, incite à réfléchir et à agir, sans pour autant pouvoir tout résoudre. "La paix, cela ne se mange pas, c'est seulement des discours... alors que nous mourons de faim" *a été une des réactions à la venue de l'exposition. Réaction tout à fait compréhensible quand dans certaines écoles les enfants n'ont même pas de quoi manger à l'école à midi.*

Le soupçon. « Q'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce que j'ai fait ? »

Non-violence active au pays de Mandela

J'avoue mon embarras lorsqu'on m'a demandé d'écrire cet article sur "Mandela et la non-violence active". Je comprends fort bien l'admiration que suscite la transition pacifique qui a eu lieu en Afrique du Sud et celle que suscite le rôle exceptionnel qu'y a joué Nelson Mandela. Mais enfin, c'est quand même lui, Nelson Mandela, qui, en juin 1961, a convaincu le Congrès National Africain (ANC) d'abandonner la non-violence pour former la branche armée d'Umkhonto we sizwe (Le fer de lance de la nation) : "on ne s'affronte pas à une bête sauvage les mains nues". L'objectif de l'ANC était celui de l'émergence d'une société non-raciale et démocratique. Le choix entre l'action non-violente et la lutte armée était pour l'ANC une question de stratégie et le débat entre les partisans de l'une ou l'autre option se poursuivra tout au long de son histoire – c'est-à-dire essentiellement en exil après son interdiction en Afrique du Sud et l'emprisonnement de ses dirigeants au bagne de Robben Island. La lutte de terrain ne reprendra que plus tard, en parallèle, au sein d'une société civile autonome et multiforme. C'est elle qui finalement imposera la négociation et permettra avec le retour de L'ANC l'instauration de la démocratie non-raciale que l'on connaît aujourd'hui.

Photo CCFD

Une société civile autonome et multiforme

Après l'interdiction, et la quasi-élimination de l'ANC au début des années 60, Il faudra plus de dix ans pour que la résistance à l'Apartheid se manifeste à nouveau sur le territoire national d'Afrique du Sud. Ceci se fera à partir de deux dates essentielles : les grèves de Durban de 1973 et les émeutes étudiantes de 1976, à Soweto.

C'est au cours de l'année 73 que se répand dans la région de Durban un mouvement de grève à partir des industries textiles locales : mouvement inorganisé, en l'absence de syndicats autorisés pour les ouvriers africains ; grèves "sauvages" qui bientôt se répandent sur l'ensemble des centres industriels du pays et qui vont marquer le redémarrage du mouvement syndical. Il s'agissait alors de gagner des droits pied à pied, de se faire reconnaître usine après usine, jusqu'à aboutir, en 1985, à la reconnaissance du "Congrès des Syndicats d'Afrique du Sud (COSATU)" fort de plus d'un million d'adhérents, capable de paralyser la production du pays et de mobiliser les masses en d'immenses manifestations, qui finiront par faire plier le pouvoir. Ce type d'action, malgré une répression souvent brutale, était essentiellement non-violent, il utilisait au maximum toutes les ouvertures légales possibles, fort du soutien des campagnes internationales de solidarité et, bien entendu, du pouvoir dissuasif d'une classe ouvrière en train de s'organiser.

L'autre événement majeur a été celui des émeutes des étudiants de Soweto en juin 1976. Les élèves des écoles de Soweto excédés par l'imposition de l'afrikaans comme médium d'enseignement sont montés en cortège vers les autorités locales pour leur exprimer leur opposition. La police les attendait, elle a tiré, il y a eu une vingtaine de morts et des dizaines de blessés. En quelques semaines, la quasi-totalité des écoles des cités "noires" se sont soulevées à leur tour. Ce mouvement durera plus d'un an avec des centaines de morts et des milliers d'arrestations. Il marquera la résurgence des actions de résistance au niveau des quartiers, avec l'émergence d'une multitude d'organisations locales qui finiront par se fédérer en un "Front Démocratique Uni" (UDF) qui, avec le COSATU, achèvera de déstabiliser l'État. Cette résistance-là avait dès le départ un caractère plus politique que celle des syndicats, elle était aussi très souvent plus violente. Il convient à ce propos de mentionner la présence en son sein de nombreux mouvements sociaux et d'églises, et aussi, surtout vers la fin, de celle de l'ANC de retour sur la scène sud-africaine, qui ont permis de contrôler et canaliser une violence souvent au bord de l'explosion. Inutile de souligner l'importance du prestige de Nelson Mandela à ce niveau.

Le rôle des autorités morales et religieuses

La remarque précédente m'amène à parler du rôle tenu par les autorités morales et religieuses tout au long des vingt dernières années de lutte, et de leur influence au niveau de la non-violence. Par "autorités morales et religieuses", je fais allusion aux nombreux intellectuels, hommes de loi, aux ecclésiastiques aussi – il y en a eu, Dieu merci, pas assez sans doute, mais de toutes les églises, unies pour une fois en un authentique œcuménisme – et encore aux grandes organisations humanitaires internationales (ONU, Bureau International du Travail...) qui ont été présents, j'insiste présents, aux côtés du peuple, non seulement comme bouclier protecteur, mais comme appel à la conscience, celle des oppresseurs et celle des opprimés.

Pour illustrer ce point, laissez moi, parmi de nombreuses autres, évoquer cette image inoubliable de l'archevêque Desmond Tutu, seul, dressé, les bras en croix, au-dessus d'une foule de milliers de jeunes en colère, les appelant à dépasser leur sentiment de vengeance et de haine auprès des tombes où l'on déposait les corps de leurs camarades abattus aux cours des émeutes précédentes. Avec l'armée et la police qui encerclaient le cimetière, et la tension extrême de la foule, tout pouvait, un jour comme celui-là, se terminer dans un véritable bain de sang et une escalade de violence incontrôlable.

Il faudrait rappeler les interminables procès soutenus par une armada d'hommes de loi – souvent payés de l'étranger – qui épuisaient toutes les ressources juridiques possibles d'un système étroitement légaliste.

On ne peut pas non plus ignorer l'impact éthique qu'ont eu les innombrables campagnes internationales de soutien, de boycotts, de sanctions économiques, qui ont fini par isoler le régime de l'Apartheid et le mettre au ban de la société.

Le peuple d'Afrique du Sud n'a pas été abandonné dans sa lutte par ses autorités morales et religieuses, et cela a sûrement compté pour lui éviter de se laisser happer dans une spirale de violence.

Une population conscientisée et responsable

La période la plus violente qu'a connue l'Afrique du Sud a sans doute été celle des négociations ultimes entre la date de la libération de Nelson Mandela en 90 et celle des premières élections démocratiques en 94. Très brièvement : des partisans du parti rival de l'Inkhata du chef zoulou Buthelezi s'étaient alors ligués avec des forces d'extrême droite pour faire dérailler les négociations afin d'empêcher la prise du pouvoir par l'ANC. Il s'agissait de faire basculer le pays dans le chaos et de permettre ainsi l'instauration d'un régime militaire. Les massacres perpétrés à cette époque sous la protection tacite de l'armée et de la police ont été terribles. Ce qui frappe c'est que la population ne s'est jamais laissée entraîner à une violence généralisée. Signe à mes yeux du travail énorme de conscientisation et de responsabilisation accompli par la multitude d'organisations - dont l'ANC - qui l'ont accompagnée et éclairée tout au long de ses années de lutte. Signe aussi sans doute de sa confiance en ses dirigeants politiques, et au premier chef en Mandela qui s'était engagé contre vents et marées à faire aboutir une solution négociée. Il était sans doute le seul à avoir suffisamment d'autorité morale, pour accorder au lendemain de son élection un poste de ministre au chef rebelle Buthelezi. Le choix de la non-violence était à ce prix.

En conclusion

La non-violence de Gandhi s'articulait autour de "3 A" : Attitude, Argumentation et Action. Oui "l'Attitude" de l'Afrique du Sud a été claire tout au long de son combat, pas exactement celle de la non-violence, mais celle d'un idéal de société non raciale et démocratique où tous auraient les mêmes droits. Il ne s'agissait pas de 'faire justice' mais de mettre en place une société juste ; pas d'une "justice rétributive" mais d'une "justice restauratrice" disait l'archevêque Tutu. Oui, cette attitude a été **Argumentée**, de multiples façons, par d'innombrables organisations et leaders – et au premier chef Mandela qui a géré toute la période des négociations - y compris dans les églises. Oui, enfin, il y a eu **Action**, actions multiples pour tous, à tous les niveaux, du plus simple au plus élevé, de la base à l'international ; actions précises, ciblées, progressives, efficaces, qui ont permis aux gens d'échapper au désespoir et aux actes désespérés qui auraient pu en découler. Alors, oui, sans doute peut-on dire que l'Afrique du Sud a vécu, dans son histoire et à sa manière propre, une période de 'non-violence active'.

J.-M. Dumortier
ancien aumônier de la
Jeunesse Ouvrière Chrétienne
Internationale -JOCI -
en Afrique du Sud

Extrait de la revue
Entre-Nous n° 67
Dialogue et Coopération

Procès de mémoire

Les rares fois où, en France, on a évoqué le 150e anniversaire de l'Unité italienne, ce fut pour en souligner les difficultés et les contestations. Or la ferveur et souvent l'enthousiasme ont, presque partout, présidé à la journée du 17 mars 2011, commémoration du 17 mars 1861, jour où Victor Emmanuel II de Savoie fut proclamé Roi d'Italie.

Certes, c'est le gouvernement de Centre gauche de Romano Prodi qui, en 2007, avait mis en place la préparation de ce troisième jubilé de l'Unité, soutenu depuis avec pugnacité par le Président de la République, Giorgio Napolitano. Le printemps 2008 vit le retour au pouvoir de Silvio Berlusconi. Mais ce n'est pas lui qui a freiné les festivités. Au contraire, il les a sauvées de justesse en neutralisant l'opposition de l'allié indispensable à sa majorité, la Ligue du Nord.

C'est elle qui menaçait de saboter les cérémonies de l'Unité. "Le 27 mars, il n'y a rien à célébrer", proclamait son leader Umberto Bossi. À l'Unité, la Ligue oppose non plus l'indépendance d'une utopique Padanie, mais le fédéralisme à tous les échelons, en particulier le Fédéralisme fiscal. Selon cette notion (rarement expliquée), dans chacune des vingt régions, les dépenses ne pourront excéder les recettes propres à la région. De même dans les provinces et les communes. L'État ne gardera de budget que pour les domaines régaliens et ne financera plus les investissements locaux. C'en sera fini de "Rome la voleuse". "Le Nord cessera de payer et le Sud de jeter l'argent par les fenêtres".

Or Silvio Berlusconi a pu obtenir un minimum de participation de la Ligue en échange du vote du "Fédéralisme municipal", projet qui traînait depuis deux ans. Moyennant quoi, les 22 et 24 février – trois semaines avant l'événement ! – il a pu signer les décrets faisant du 17 mars une fête nationale exceptionnelle et chômée sur tout le territoire. *"Combinazione"* peut- être... Mais elle a permis une journée inoubliable pour une grande majorité populaire. Et cette journée a des prolongements toute l'année pour faire revivre à la Nation toutes les grandes étapes du Risorgimento, la résurrection de la patrie italienne.

Moins connue, mais peut-être plus intéressante pour le thème de ce numéro, une autre contestation s'est élevée, surtout dans le Sud, le Mezzogiorno. Née bien avant "le 150e", elle a été ravivée par ce jubilé. Elle porte non pas sur l'Unité elle-même, mais sur la façon dont s'est faite cette Unité. On peut la rapprocher des efforts du peuple arménien pour faire reconnaître le génocide dont il fut victime de la part des Turcs en 1915.

Dans ses multiples interventions publiques en faveur de l'Unité nationale dont il est le garant, le Président Napolitano s'est senti obligé de glisser quelques allusions à cette contestation. Selon lui, elle mérite attention mais ne doit pas gâcher la commémoration. Romano Prodi était plus à l'aise dans sa fonction de Président du Conseil lorsque, en 2007, il mit sur pied l'année jubilaire. Il a donc invité toutes les universités à étudier sereinement la question et il a même organisé cinq colloques nationaux officiels sur ce sujet, outrageusement simplifié par les lignes qui suivent.

L'affaire prend sa source dans les *Carnets de prison* du philosophe marxiste Antonio Gramsci (1891-1937), publiés seulement en 1975. Celui-ci mettait en parallèle la Révolution française, qui a libéré la masse paysanne, avec le Risorgimento qui, au contraire, a écrasé cette masse et, dans le Midi, l'a réduite à l'état de *"terroni"* (misérables culs terreux). Cette analyse fut d'abord reprise, pendant les "années de plomb" (1973-1987), par les groupuscules d'extrême-gauche qui y trouvaient la justification de leurs attaques sanglantes contre l'État.

Or, pendant ces années, un historien anglais reconnu, Denis Mack, reprit à nouveaux frais les études sur le Risorgimento. Sous la Royauté et sous le Fascisme, le sujet était tabou. Il ne fallait toucher ni à l'épopée nationale considérée comme sacrée, ni à sa trinité héroïque : Cavour, Victor Emmanuel et Garibaldi. Beaucoup d'archives furent alors systématiquement épurées et les études sérieuses sur le sujet (Francesco Nitti, 1922) censurées. Mais il restait les archives de l'Angleterre qui, on le sait peu, a joué un grand

rôle dans le processus de l'Unité. Les livres de Mack ont été suivis de ceux de ses disciples, tous universitaires (Christophe Duggan, Lucy Riali, Martin Clark, Denis Thomson...).

De leurs études, il ressortait que la conquête du Sud par le Piémont relevait plus de la colonisation que de l'idéal unitaire, qu'elle avait pour but de combler la dette abyssale du Piémont par le pillage des richesses du Royaume de Naples. Cette conquête, et d'abord celle de la Sicile par Garibaldi, fut le fruit de l'achat des généraux napolitains. Les plébiscites furent une farce pseudo-démocratique. Le "brigandage" bien moins un acte de banditisme que de résistance, d'ailleurs sauvagement réprimé. En vertu de la Loi Pica, 20 000 méridionaux furent fusillés, des dizaines de villages incendiés parfois avec femmes et enfants, 25 000 ex-soldats de Naples ou du Pape déportés dans des forteresses du Nord. Et tout cela avec la complicité financière et militaire de l'Angleterre. Conservatrice ou libérale, elle voulait briser l'essor maritime du Sud et s'assurer un protectorat moral sur le nouveau royaume unifié. Il s'en suivit une telle émigration (quinze millions en cinq décennies !) qu'elle priva le Sud de sa force vive. Tous faits indéniables aux dires justifiés des historiens anglais.

Dans la brèche ainsi ouverte, s'engouffrèrent les "révisionnistes" italiens, à ne pas confondre avec les "révisionnistes" français qui nient la Shoah. Souvent originaires du Sud, ils sont parfois universitaires, plus souvent historiens locaux, essayistes, journalistes enquêteurs. Et leurs parutions se sont multipliées à l'occasion du 150e anniversaire : "150 ans de mensonges" est la dernière dont la couverture détourne le logo officiel du Jubilé. Les titres à eux seuls donnent une idée de la violence de ces polémiques : *Les mythes qui firent l'Italie*, *C'est eux les brigands*, *Les assassins de leurs frères*, *Maudits Savoie*, *Victor Emmanuel le roi aventurier*, *Les lagers*[1] *des Savoie*, *Crimes et mensonges des Piémontais*, *Le sang du Sud*... Beaucoup de ces parutions relèvent plus de la polémique ou du pamphlet que de l'Histoire.

Déjà un colloque de l'Université de Pise a réagi. Certes, il critique la présentation apologétique du Risorgimento. Mais il met en garde contre une vision de l'Histoire qui explique tout par le complot maçonnique, et qui est teintée de catholicisme intégriste, parfois de néo-fascisme et même d'antisémitisme... Un autre colloque à l'Université de Naples a étudié "La vision et la révision du Risorgimento dans le cinéma italien". Des films de propagande au temps du muet et jusqu'aux années 1960, on passe aux soupçons du Visconti de *Senso* et du *Guépard.* Puis à *Allonsanfan* des Taviani de 1972 et à *Ils les appelaient les brigands* de 1980. On aboutit à *On y croyait* de Marco Martone, choisi par Arte pour son programme du 17 mars. Après les grands du cinéma, on assiste à une explosion de petits films produits par le Sud qui démythologisent les "héros" du Nord, y compris Garibaldi.

On attend beaucoup des cinq colloques nationaux voulus par Romano Prodi en 2006. Quatre se tiendront dans le Sud. *Célébrer ou réfléchir* à Crotone, en Calabre. À Teano, en Campanie, *La confrontation Nord-Sud*. À Matera, en Basilicate, terre martyre de la répression piémontaise, *Le brigandage*. À Syracuse, *La Botte déchirée*. On peut espérer que le sérieux des communications permettra une approche plus sereine des événements. La grande revendication du Sud est donc une révision en profondeur de l'historiographie officielle du Risorgimento et surtout de sa présentation dans les manuels scolaires qui forment la conscience collective. Il ne faut pas oublier que l'enseignement de l'histoire en Italie est jumelé pendant trois ans avec celui de la philosophie, avec le même professeur pour les deux matières. C'est donc bien un véritable "procès de mémoire" qu'a ouvert le 150e anniversaire de l'Unité italienne.

Rappelons-nous combien le livre de l'historien américain Robert Paxton sur le régime de Vichy a renouvelé notre vision de ce régime et ouvert la voie aux historiens de l'antisémitisme français de cette époque. Souhaitons qu'il en soit de même avec notre sœur latine. Le "droit à la vérité" est reconnu comme tel par la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Il est le passage obligé de la violence à l'alliance.

"Buon compleanno, Italia". Bon anniversaire, Italie !

Louis Touvier
Haute Savoie

1/ La langue italienne a intégré le "lager" allemand pour désigner les camps de concentration nazis.

Le mystère divin est partout.
Quels chemins faut-il emprunter pour atteindre celui de l'amour ?
Mystère de la Résurrection, Benoît XVI s'est attaché à nous montrer la figure et le message de Jésus.
Mystère quand on s'intéresse à la trajectoire qui, de l'oral aux écrits, nous a fait parvenir la Bible.
Saluons le Cerf pour avoir osé créer et lancer une nouvelle collection.
Du pamphlet baroque à l'essai, en passant par le roman, sans oublier la musique... baroque.
De la résistance à la Résistance, avec Marie Becker.

Des mythes aux mirages

Xavier Lacroix, **Les mirages de l'amour.** Bayard Centurion, 2010, 360 p., 19 €

Professeur à la Faculté de théologie de l'Université catholique de Lyon, laïc marié et père de famille, auteur bien connu d'études sur la vie affective, Xavier Lacroix, tout en reprenant sous le même titre, *Les mirages de l'amour*, un thème dont il a traité dans un livre antérieur, entend, dans cette nouvelle édition largement révisée et augmentée, envisager l'amour moins sous le point de vue critique, certes justifié, de ses images déformées et spécieuses que dans une perception appronfondie de sa valeur positive donnant sens à la vie humaine.

Après avoir mis à leur place les mythes fondamentaux ou superficiels qui en figurent des représentations plus ou moins répandues, il entreprend d'abord, dans une démarche extensive, un travail de différenciation à partir des noms par lesquels l'idée d'amour est explicitée par le langage. Si un seul et unique terme, celui d'amour, revêt, sur un fond d'intuition commune, un amalgame de réalités diverses et parfois opposées, il désigne en même temps lui-même une notion intrinsèquement complexe : il fait l'objet de catégories distinctives dans l'analyse philosophique ; il apparaît comparable à des notions auxquelles il est apparenté sans toutefois s'identifier à elles, et notamment au désir imprégné d'une exaltation si profondément troublante, mais aussi à la tendresse, à la passion, à la volonté, qui pour leur part respective, contribuent à traduire, certes de façon toujours inadéquate, l'amour pour celui ou celle qu'on aime. Par ailleurs, l'amour n'est pas sans rapport avec l'amitié, pourtant toute différente, ni paradoxalement avec la solitude, du moins celle qui est pleine de tout le fond d'une personne humaine.

F. Filippi

Rodin aux Tuileries

Puis l'auteur montre la nécessité d'une croissance progressive et temporelle de l'amour qui, à défaut, tombe dans les écueils et les échecs. À l'émotion amoureuse, à l'amour naissant, enchanteur et périssable, doit succéder l'amour durable et vivant, une alliance confirmée à l'épreuve du temps, où, par-delà l'amour de soi et l'amour de l'amour, en surmontant l'imagination illimitée du rêve, on découvre peu à peu ce qu'il y a d'infini et qu'on n'aura jamais fini de découvrir dans l'autre comme personne réelle, unique et irremplaçable. Il faut passer, à travers les crises, par des phases de décalages et de réajustements, par une continuité de recommencements afin d'avancer vers une toujours grande profondeur de la relation. Pour exprimer une approche des rivages de l'amour est proposé l'assemblage de trois termes : le décentrement, plutôt que l'union souvent mise en valeur, mais qui semble minorer l'altérité présente dans l'intimité ; la reconnaissance d'une révélation réciproque ; le don gracieux et généreux par lequel on reçoit son être en le donnant. Finalement, l'ultime nom de l'amour est *l'agapé* ou *caritas*, reflet en l'homme de l'amour divin.

Dès lors, les mirages du désir amoureux sont-ils des chemins détournés pouvant permettre d'accéder au mystère miraculeusement divin de l'amour ?

Jacques Dagory

Images de Jésus

Joseph Ratzinger
Benoît XVI
Jésus de Nazareth.
Deuxième partie : De l'entrée à Jérusalem à la Résurrection.
Éd. du Rocher, 2011, 448 p., 22 €

En 2007, paraissait le tome I du livre de Benoît XVI : Jésus de Nazareth. L'auteur y évoquait la vie publique de Jésus, du baptême à la Transfiguration. Dans ce deuxième tome, paru en mars 2011, il met en lumière la Passion et la Résurrection.

On retrouve dans cette deuxième partie la même option exégétique. Tout en utilisant avec l'immense érudition qui est la sienne les apports de la méthode historico-critique, soucieuse d'établir les textes avec rigueur et de les situer dans l'histoire, Benoît XVI va plus loin en utilisant aussi une autre voie, recommandée par Vatican II : replacer les faits et les paroles dans la totalité de l'Écriture, sans négliger l'Ancien Testament.

Ainsi, dans le premier chapitre, intitulé "Entrée à Jérusalem et purification du Temple", il souligne l'ancrage de Jésus dans la tradition juive en même temps que la nouveauté radicale de sa parole. Le chapitre IX (la Résurrection de Jésus d'entre les morts) comporte une étude remarquable des différentes apparitions du Christ après la Résurrection, événement historique qui, cependant, "ouvre l'histoire au-delà d'elle-même".

C'est ainsi que Benoit XVI parvient, dans des pages simples et profondes, grâce à un style d'une grande clarté, à réaliser son objectif : présenter "la figure et le message de Jésus".

Anne-Marie Marcel

De l'oral à l'écrit

Jean Bescond
Ainsi cheminèrent les papyrus de la Bonne Nouvelle.
Éd. Golias, 2011, 300 p., 19 €

En rédigeant *Le Nouveau Testament en Vers et Versets*, publié en 2009 aux éd. Golias, avec sa traduction critique justifiée en d'abondantes notes comparatives, J. Bescond a été saisi par les questions qui touchent au texte même de la Bible : ses sources, ses supports (papyrus, ostraca,...) et les variantes entre les documents dans les copies successives. Dans la passion et l'émerveillement de ses découvertes, il a été amené à écrire ce livre à la fois alerte, non sans humour, et bien documenté, savant et bien illustré : nombreuses photos de documents, de manuscrits, de partitions, d'enluminures,... Le lecteur apprécie aussi les titres assez nombreux et dynamiques, bien porteurs. Sur "la petite histoire de la grande aventure des manuscrits", chaque point de recherche est utilement et abondamment appuyé sur des citations tirées de son propre *Nouveau Testament en Vers et Versets*. L'auteur montre comment, au fil du temps, le travail biblique s'inscrit dans les phases de l'Histoire de l'Église en rapport avec la Parole de Dieu : les Pères de l'Église, les divers courants (Orthodoxie, Protestantisme...), les théologiens, le Magistère, jusqu'à aujourd'hui où Benoît XVI publie l'importante Exhortation *La Parole du Seigneur.* Le tout forme une vivante fresque à la fois biblique, historique, doctrinale et culturelle. Toutes ces qualités font de ce livre un outil particulièrement pédagogique et stimulant pour le tout-public qui s'intéresse aux questions bibliques.

J. Bescond, en effet, avec bonheur, nous "conte le cheminement des papyrus de la Bonne Nouvelle à travers les siècles". Il procède en sept étapes. D'abord, la tradition orale : le message de l'Évangile avec Jésus et ses disciples immédiats, et les Épîtres. Puis la rédaction des quatre Évangiles. Puis, l'apparition des apocryphes et les déviations, d'où "la nécessité de définir les seuls écrits acceptables". Puis les Codex, pour "choisir, parmi les multiples papyrus en circulation, ceux qui paraissent restituer au mieux le message original". Puis la "splendeur des onciales bibliques" et l'écriture byzantine pour faciliter une grande diffusion des Écritures, mais avec des inconvénients et au risque de la dispersion. Puis la critique des Codex en prenant en compte de nouvelles sources selon une exégèse plus rigoureuse. Enfin, l'étape actuelle, grâce à Vatican II et aux travaux œcuméniques : "Des traductions du N.T. de plus en plus affinées sont apparues". De précieux "Repères" chronologiques précisent les diverses étapes.

En conclusion, J. Bescond présente les récentes traductions, depuis 2000. Il réfléchit sur "Qui lit la Bible aujourd'hui ?". Et il se réjouit : "Le cheminement des manuscrits de la Bonne Nouvelle continue. Il y aura certainement de belles pages à écrire encore sur leur merveilleuse histoire". À la fin, un Index thématique très étoffé donne les époques où les questions ont été soulevées successivement. Bref, un parcours particulièrement vivant et entraînant au service, si utile, de la passion pour la Parole de Dieu dans la vie spirituelle, comme dans l'étude personnelle et dans la vie de l'Église.

Pierre Fournier

Gestion de crises

Anne-Laure Zwilling
Frères et sœurs dans la Bible.
Cerf, Coll. Lectio Divina, 2010, 205 p., 21 €

L'auteur, dès le début, prévient son lecteur : son objectif n'est pas de venir "au secours de la famille", mais d'analyser, à travers des exemples pris dans l'Ancien et le Nouveau Testament, comment dans les familles sont gérées les crises.

Elle aborde successivement sept cas :

- Caïn et Abel ouvrent la série avec une conclusion qui pourra paraître surprenante, notamment à ceux qui n'auraient pas lu le livre de Pierre Gibert *(L'espérance de Caïn*, Bayard, 2002).
- Rachel et Léa "filles, femmes, épouses, mères... et sœurs".
- L'histoire de Jacob et Esaü, puis celle de Joseph et ses frères posent le double problème de l'identité de chacun des premiers (frères... ou jumeaux ?) et de la préférence d'un père pour l'un de ses enfants (Joseph).
- La relation entre Tamar, Amnon et Absalon est un véritable échec de relations fraternelles, qui sombrent dans l'inceste et le meurtre.

Deux exemples sont pris dans le Nouveau Testament :

- Marthe et Marie.
- Les deux fils, dans Luc 15.

Chacun peut lire l'un ou l'autre de ces chapitres séparément.

On peut évidemment ne pas partager totalement les déductions de l'auteur. Par exemple que la scène entre Marthe, Marie et Jésus induise la jalousie entre les deux sœurs ou le sentiment de "solitude", dans lequel vivrait Marthe, est contestable. De même dilapider son bien en quelques années peut dans nos sociétés de consommation ne pas paraître "blâmable" !...

Mais, et c'est là une des richesses du livre – qui en comporte beaucoup d'autres ! - que de faire prendre conscience du rôle que jouent le contexte et la subjectivité dans l'interprétation d'un texte.

Un livre à lire et à méditer, Bible en mains.

Marie-Thérèse Drouillon

Nouvelle collection

Annie Wellens
La lecture ou La louange des abeilles.
L' esprit d'une collection.
Cerf, 2011, 83 p., 12 €

Bienvenue à cette nouvelle collection aux éditions du Cerf. Apprenant l'événement "Quelle mouche vous a piqué ?" demandait un libraire à Annie Wellens, directrice du projet. Et celle-ci de répondre "Ce n'est pas la mouche du coche, en tout cas !" Plus poétiquement c'est l'abeille ! Il s'agit en effet de demander à "un essaim d'auteurs de puiser dans la ruche immense des écritures et des premiers textes des traditions juives et chrétiennes" et d'en confectionner un miel savoureux pour nos contemporains.

Ce volume de présentation (hors commerce) donne une idée de ce que seront les autres. À qui voudrait en savoir plus on donnerait volontiers le conseil de lire dans le chapitre intitulé "Butiner... ou la liberté du lecteur" les pages 52 à 58 placées sous le signe de La querelle des Anciens et des Modernes : le lecteur, transporté dans une bibliothèque, assiste au dialogue d'une abeille et d'une araignée. La première explique qu'elle fait son miel et en goûte la saveur, s'enrichissant ainsi dans les campagnes et les jardins sans rien faire perdre de leur beauté, de leur goût, de leur odeur. Par contre elle constate que la seconde ne veut rien devoir à personne, tire tout d'elle-même, et que son action finalement aboutit à des destructions.

La nouvelle collection du Cerf a pour but de faire de nous des abeilles et non des araignées, en développant en chaque lecteur un appétit "de lion" (ou "d'oiseau") avide de faire du miel de ce qu'il lit.

Merci aux éditions du Cerf !

Quelques titres parus :

St Augustin, *La règle,* lue par Pierre Raffin.
F. Pétrarque, *Mon secret,* lu par D.Montebello.
Chateaubriand, *Le génie du christianisme,* lu par E. Godo.

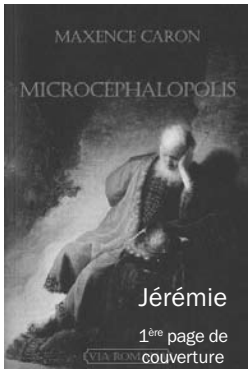
Marie-Thérèse Drouillon

Pamphlet baroque

Maxence Caron
Microcéphalopolis.
Ed. Via Romana, 2009, 50 p., 9 €

Le jeune philosophe Maxence Caron, après avoir déjà fait paraître plusieurs ouvrages doctrinaux, a écrit un court pamphlet baroque où, mêlant le temps présent et la fin des temps, il flétrit une humanité dégénérée et rapetissée qu'il situe, comme l'indique le titre, à "Microcéphalopolis", c'est-à-dire la cité des petits cerveaux.

Avec une virulence de prophète moderne rappelant Léon Bloy, dans un langage cru et même choquant qui manipule les mots et le style à la manière de Ferdinand



Céline, il se définit comme “anarchiste de droit divin” et précise en des termes semblables qui ouvrent et concluent ses propos : *“archique et migraineuse, bouillante de lumière contenue, ma tête darde les orages inchoatifs. Immine le bras ultime. À mes oreilles vibrent déjà les tonalités de cieux buccinaux”*.

Pour fustiger la mentalité actuelle décrite avec maintes allusions à la société politique française d’aujourd’hui, il recourt aux expressions les plus avilissantes : bête puante, cadavre décomposé, cloaque de vices, bourbier du bas-jouir, avachierie putride et auto-satisfaite, haine de la sagesse (misosophie contraire à la philosophie), démocrasse de la démocratie et autres locutions de même espèce.

Mais finalement, des blessures de cette humanité défigurée jaillit un sang qui rencontre celui du Christ crucifié, annonçant l’apocalypse de Dieu : *“le monde s’abîme jusques à ce que percent, soudain, du seul Seigneur les foudroyants Regards, miséricordieux brasiers incarnadins et triomphaux”*.

Voilà un texte dont la lecture demande qu’on en accepte le genre.

Jacques Dagory

Roman

Olga Lossky
La révolution des cierges.
NRF Gallimard, 2010, 354 p., 21 €

L’histoire commence à Paris en 1917. Madame Dumontel-Antonioff (une émigrée russe) aperçoit dans la vitrine d’un antiquaire une icône byzantine de la Résurrection. Apprenant que cette icône a été acquise peu de jours auparavant à une enchère sur le port d’Anvers, elle s’indigne : que faisait cet objet de culte à cet endroit ? Elle décide de l’acheter et l’antiquaire la prévient que l’icône n’a pas été vernie. Pourquoi ? C’est à la recherche de la réponse à ces deux questions qu’est consacré le roman.

Nous voici donc transportés à Moscou. En pleine Révolution et dans la débâcle de l’armée dont les soldats fuient le front, un moine, le Père Grégoire, peint une icône de la Résurrection dans le calme méditatif du monastère Saint Andronic, celui-là même qu’illustra jadis Andrei Roublev…

Ce magnifique roman fait entrer dans le quotidien d’une population qui vit dans les angoisses, les espoirs, les incompréhensions dramatiques d’une situation inédite.

L’héroïne du roman, Nadejda Ignatieva, femme du peuple et mère de famille, profondément chrétienne, n’a de refuge que le monastère où travaille le Père Grégoire, îlot de paix dans un monde en flammes, qu’elle ne sait déchiffrer. Ne met-elle pas le portrait de Lénine à côté de celui du Tsar ? “l’effet lui plut : cette maison comptait désormais un protecteur de plus”.

Ce très beau livre mérite de figurer dans les bibliothèques de tous ceux qui ne veulent pas oublier que l’histoire, si elle essaye nécessairement de comprendre et d’expliquer, est aussi faite de la chair et du sang des hommes.

Marie-Thérèse Drouillon

Musique

Marcin Mielzewski
Virgo Prudentissima
Les Traversées baroques
dir. Étienne Meyer
K617 226

Marcin Mielzewski (16..-1651) est un musicien polonais bien oublié de nos jours, mais qui fut l’un des compositeurs les plus connus en Europe, certains le considéraient comme le “Monteverdi polonais” (Mielzewski est mort en 1651, Monteverdi en 1653). La musique italienne de l’époque eut d’ailleurs une grande influence sur toute l’œuvre religieuse de Mielzewski et de ses quatre-vingt œuvres sacrées composées essentiellement pour la Chapelle Royale de Varsovie dont il fut le directeur à la fin de sa vie. La Messe “Virgo Prudentissima” entre ainsi au répertoire grâce à l’ensemble “Les Traversées baroques” et à son chef Étienne Meyer qui consacrent toutes leurs recherches à faire connaître les trésors de ce grand musicien polonais : une œuvre grandiose et même virtuose avec des double, triple voire quadruple chœurs qui témoignent bien de la richesse inventive de cette grande fresque mariale. Au-delà d’une impression de grandeur et de masse chorale, la Messe est animée dans son fond par un sens aigu d’une haute et chaleureuse spiritualité magnifiée par la ferveur et la perfection chorale de l’ensemble “Les Traversées baroques”. À découvrir…

Claude Ollivier

Essai

ANNE SOUPA ET CHRISTINE PEDOTTI, **Les pieds dans le bénitier.**
Paris, Presses de la Renaissance, 2010, 269 p., 19 €

Dans cet ouvrage, deux des principales animatrices de la Conférence catholique des baptisé(e)s de France (CCBF) exposent leurs idées pour une réforme de l'Église catholique. Elles refusent en effet de se placer en situation de rupture ou de marginalisation, conformes en cela à leur itinéraire personnel qu'elles exposent dans le premier chapitre.

Avant de proposer des pistes d'action, elles reviennent sur l'histoire de leur mouvement, qui a vu le jour, comme chacun le sait, après l'interview de Mgr Vingt-Trois, le 6 novembre 2008, au cours de laquelle une phrase malencontreuse a été perçue par elles comme "la goutte faisant déborder le vase". À la suite, plusieurs événements sont survenus au cours de l'hiver 2009, qui les ont invitées à questionner les options du pape Benoît XVI. Après des échanges d'e-mails et une première rencontre d'une vingtaine d'initiatrices, c'est par une marche, le 11 octobre 2009, que s'est scellée la création du mouvement.

Dans ces chapitres, c'est en grande partie un constat négatif qui est dressé au fil des pages, avec des phrases parfois sans nuances, constat qui porte sur la situation des femmes dans l'Église, mais aussi sur la capacité de celle-ci à dialoguer avec le monde actuel, voire même sur la qualité du lien qu'elle entretient avec le Christ. Donnons deux exemples : "La situation des femmes [est] une énorme déperdition d'énergie, d'intelligence, de richesse humaine et spirituelle, un contre-témoignage porté contre l'Évangile et un symptôme tragiquement révélateur de l'enfermement de l'Église catholique, au moins dans son existence institutionnelle, dans un système étanche, étranger au monde environnant, dans une sorte de contre-culture autiste et anti-évangélique" (p. 37) Quant aux séminaristes et jeunes prêtres, comparés à des "kamikazes", ils apparaissent comme "le dernier bataillon qu'une institution vieillissante et quasi moribonde, sans vision d'avenir, jette désespérément dans une vaine bataille" (p. 51).

Il serait certainement dommage de juger l'ouvrage seulement d'après ces citations. Ailleurs, le propos est plus équilibré : les auteures reconnaissent que les femmes occupent des charges dans les paroisses et dans le corps enseignant des séminaires, mais aussi dans certains conseils épiscopaux (p.97-98). On pourrait ajouter les conseils pastoraux diocésains et les conseils des affaires économiques. Il est regrettable pourtant que ces phénomènes significatifs soient mentionnés seulement en quelques lignes tandis que les auteures s'arrêtent beaucoup plus longuement sur la dénonciation des dysfonctionnements. Certains de ceux-ci, il faut bien le dire, ne doivent pourtant pas être passés sous silence, dans la mesure notamment où ils sont contraires à la lettre même de Vatican II (par exemple les paragraphes 12 et 37 de *Lumen gentium*).

Les derniers chapitres du livre se veulent positifs, porteurs de propositions constructives, "en acceptant de [se] situer dans les règles actuelles de l'Église catholique" (p. 231). Celles-ci doivent se fonder sur des valeurs authentiquement évangéliques : la fraternité, l'option préférentielle pour les pauvres, la suite de Jésus, l'annonce de l'Évangile. C'est avant tout à une invitation à un discernement et à une mise en œuvre des charismes comme richesse donnée par Dieu pour le service de l'Évangile en Église que nous sommes conviés. C'est là – aux yeux du clerc que je suis –, l'apport de ce livre, à lire non comme un état des lieux de nature seulement critique, mais comme un stimulant pour un éveil de dynamismes chrétiens.

Daniel Moulinet

Apprendre à résister

L'agneau qui ne voulait pas être un mouton, Didier Jean et Zad, Syros jeunesse, en lien avec Amnesty International, 2003, 6,90 €

Depuis des générations, ce troupeau de moutons avait l'habitude de brouter, la tête baissée, du matin au soir. Depuis des générations, la vie était la même dans ce pré.

Mais l'arrivée d'un loup allait tout changer... Enfin, progressivement, car il est très difficile de faire disparaître les vieilles traditions.

D'ailleurs, au début, ce loup ne s'en est pris qu'aux parias du groupe : un mouton malade et faible, le mouton noir que personne n'aime parce qu'il est différent des autres, une brebis avec ses petits braillards... Finalement, il s'agirait presque d'un service public : l'élimination des poids morts de la société. Mais quand le loup ose s'en prendre au bélier, le chef de la bande, c'est une autre histoire. Et si tout le monde tremble de peur, c'est tout de même le moment où jamais de choisir entre une mort certaine et une résistance potentiellement dangereuse. Les moutons sauront-ils vaincre celui qui les menace ?

Ce magnifique album aux illustrations expressives et colorées aborde sans détour le thème de la passivité face aux violences faites aux autres. Les enfants se sentent très concernés par le silence des moutons, par leur racisme, leur manque de solidarité et leur lâcheté. Bien qu'eux-mêmes avouent se taire parfois pour se protéger, ils comprennent d'emblée l'enjeu de ce livre et l'importance de la solidarité au sein du groupe.

Il est alors très facile d'aborder avec eux de nombreuses questions essentielles – à commencer par l'intolérance et ses déviances, en allant jusqu'au nazisme.

Un album incontournable dès que l'on souhaite parler de la résistance sous quelque forme que ce soit.

Il faut désobéir : la France sous Vichy, texte de Didier Daeninckx, illustrations de Pef, Rue du monde, 2002, 13,80 €.

Soixante ans après avoir été sauvé d'une rafle nazie, un grand-père raconte à sa petite-fille son impatience d'aller à la mairie revoir enfin celui à qui il doit la vie. En quelques mots, il nous brosse le portrait de la société des années d'avant-guerre où il n'était qu'un enfant innocent heureux de faire des bêtises comme n'importe quel autre gosse. Puis il aborde la montée de l'antisémitisme, l'obligation de porter l'étoile jaune, les interdictions faites aux juifs, et l'incompréhension des enfants devant le silence de leurs parents.

Heureusement, au milieu de ces violences, Pierre le policier veille et aide les familles à se cacher pour éviter la déportation. Il leur fournit de faux papiers et met sa vie en péril pour sauver ses voisins.

Pourquoi un tel dévouement ? Tout simplement parce son métier, “c'était d'arrêter les voleurs de pommes, pas d'éteindre les étoiles”.

Ce très bel album évoque une période sombre de l'Histoire. Avec beaucoup de pudeur, l'auteur parvient à nous faire frémir et à nous faire sentir aussi bien les lâchetés que la grandeur de ses personnages. Pas de manichéisme, pas de fatalisme non plus, seulement une humanité faible et fragile, capable parfois d'une force incroyable lorsqu'il s'agit de rester humaine.

Chaque page du récit est complétée par une photo d'époque accompagnée d'un petit commentaire permettant de situer le contexte historique dans lequel évoluent les personnages : arrivée d'Hitler au pouvoir, création des camps de concentration, politique de Vichy, solution finale, résistance, débarquement...

Ce livre constitue donc un ouvrage essentiel pour les historiens en herbe qui pourront y trouver à la fois fiction et repères chronologiques. À ne rater sous aucun prétexte.

Quand ils sont venus chercher les juifs
je n'ai rien dit, car je n'étais pas juif.
Quand ils sont venus chercher les communistes
je n'ai rien dit, car je n'étais pas communiste.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes
je n'ai rien dit, car je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus chercher les catholiques
je n'ai rien dit, car je n'étais pas catholique.
Et quand il sont venus me chercher
il n'existait plus personne
qui aurait voulu ou pu protester...

Texte attribué, suivant les sources, au pasteur Martin Niemoeller ou à Louis Needermeyer

Rencontre d'Angers, quelques échos

Ces quelques échos de la rencontre d'Angers donnent différents aperçus sur la variété et la richesse de CdEP. Un regard vers le passé et les grandes intuitions des fondateurs de la Paroisse Universitaire et des Équipes Enseignantes, une conférence qui analyse le monde actuel, les réactions enthousiastes d'une jeune enseignante, un appel cosigné avec la Fédération Protestante de l'Enseignement, un passage de témoin au sein du bureau de CdEP, l'essentiel du rapport d'orientation. D'autres échos plus détaillés sont disponibles sur notre site.

Encore merci à tous ceux qui, à Angers, ont su préparer un accueil sans faille dans un lieu magnifique, avec, pour terminer, une visite commentée de la tapisserie de l'Apocalypse qui restera dans les mémoires.

Accueil à Angers

Je tiens à saluer plus particulièrement **Noël Brosseau** qui vient de nous lire un extrait des Actes des Apôtres[1]. Noël nous a accompagnés pendant de longues années comme aumônier national de la Paroisse Universitaire. Je voudrais aussi saluer la mémoire de son ami, **François Laplanche**, historien, qui pendant des années est venu d'Angers à Paris, logeait dans nos locaux du 170 boulevard du Montparnasse, participait activement à la rédaction de *Trajets*. Cette revue, ancêtre direct, avec *Partie Prenante*, de *Lignes de crêtes*, était dans la continuité du "bulletin" lancé par Joseph Lotte en décembre 1910, et François n'aurait pas manqué de nous rappeler de fêter cet anniversaire, lui qui avait étudié l'histoire de notre mouvement. À nous de rester fidèles, cent ans après, aux intuitions de Joseph Lotte et des autres personnalités marquantes de notre histoire d'enseignants chrétiens de l'école publique, notamment le Père Duclercq, fondateur des Équipes Enseignantes.

Joseph Lotte, ami de Péguy, professeur à Coutances, avait lancé son bulletin pour pouvoir partager ses idées avec d'autres enseignants chrétiens qui, comme lui, se sentaient bien isolés dans l'enseignement public et dans une église globalement favorable à l'enseignement libre catholique.

Je pense qu'il aurait apprécié, tout comme le père Duclerq, le thème de cette rencontre :

Être chrétiens minoritaires dans l'École et dans l'Église : handicap ou chance ?

Anne-Marie Marty

1/) Actes 17, 22 - 33 (Paul à Athènes devant l'Aréopage).

• *Des échos sonores et une transcription de la conférence de Jean-Pierre Denis sont disponibles sur le site cdep-asso.org*

J'ai découvert CdEP !

Les bonnes choses se font toujours attendre, c'est bien connu, et l'aventure CdEP a commencé pour moi via Internet en août 2008 oú j'ai vu le feuillet d'inscription pour Bayeux. Et c'était trop tard pour m'inscrire... À la rentrée, j'ai cherché à nouveau, mais chou blanc de chou blanc.

Mais sur Bécon-les-Bruyères (92, oú j'étais á l'époque), j'eus un avant-goût des réunions avec une équipe de profs du public et du privé désireuse de partager sous la houlette d'un de nos prêtres.

Direction Bretagne d'où je suis originaire un an après. Pas de tel mouvement en Côtes d'Armor où je suis. Mais, comme Dieu écrit avec des lettres courbes sur des lignes droites, deux ans après me voici de passage à Paris, dans la paroisse Saint-Jacques et que vois-je ??? Une annonce pour la session de Montferrand ! Alleluia !!!! J'y participe, rencontre des collègues enthousiastes, enthousiasmés, ouverts sur l´École au point de donner du temps de vacances pour la session, et qui sont chrétiens.

Quelle bouffée d'oxygène ! Tant qu'à être dans le mouvement, autant y être plongée, et me voici cooptée par Chantal pleine de confiance envers moi et soucieuse comme d'autres membres du mouvement d'apporter un regard supplémentaire sur le mouvement : elle me propose d'intégrer l'équipe de préparation de la prochaine session... Et un coup de téléphone plus tard c'est au C. A. qu'elle me propose de me joindre !!!

Direction *Angers* pour faire connaissance avec d'autres membres de CdEP et assister, par la même occasion, à la conférence de Jean-Pierre Denis sur le sens d'être chrétien aujourd'hui, une conférence à l'image des questions que se pose et pose le mouvement, au-delà de l'École.

Des têtes grisonnantes ? Certes, cela me change de mes têtes blondes que j'ai en cours et des autres avec qui j'ai surtout un lien professionnel...

Ce qui me frappe surtout c'est le volontarisme de ces collègues, leur militantisme. Retraités ou sur le point de l'être, ou actifs, ils sont intéressés, au sens étymologique, par l'École et n'en font pas un lieu clos replié sur lui-même, au contraire ils partagent leurs joies et leurs difficultés et montrent combien école et société sont liées, et combien, pour reprendre les mots de J.-P. Denis, nous chrétiens avons notre mot à dire et à transmettre, et que nous avons à créer dans cette récréation institutionnelle et sociale qu'est l'École.

Cerise sur le gâteau, les liens avec les uns et les autres, les échanges au moment des repas ou avant de se coucher (Merci Lucette !), ils partagent, s'écoutent jusqu'au moment du départ. Et puis la confiance manifeste des uns et des autres m'a touchée en me faisant devenir membre du "select" C.A....

Sans oublier que ce week-end, organisé et cadré, a joint l'utile à l'agréable, la réflexion, le culturel et la détente dans un superbe cadre.

Je suis revenue chez moi comme après des vacances chez une deuxième famille, pleine d'énergie, gonflée et ressourcée pour retrouver mes grandes têtes brunes de terminale à 8 h le lundi matin et avec le souhait que d'autres aient la même opportunité et prennent le temps de connaître le mouvement.

Alors GRACIAS comme on dit en espagnol pour remercier !

Anne-Emmanuelle Guillaume, avril 2011

ORSAY

Deux rencontres qui se chevauchent

22 - 26 août

L'école dans le monde, le monde dans nos classes

Rencontres, conférences, visites.

25 - 27 août

CdEP, Rencontre des "responsables"

Vie de l'association, préparation des thèmes de la revue.

La Fédération Protestante de l'Enseignement

12-17 juillet, à Lorentzen

Éducation à l'environnement : à l'école des paysages

Contact J.-L. Gindensperger : 03 89 75 53 51

Pour les autres sessions, voir *Lignes de crêtes* n° 10, p. 49, et le site de CdEP

Rapport d'orientation 2011

Nous voilà presque libérés des tâches administratives et matérielles liées à la fusion. Seule question en suspens, la recherche d'un nouveau local mieux adapté à nos besoins que l'appartement du 170 boulevard du Montparnasse. Le marché de l'immobilier parisien n'est pas facile, nous restons à l'affût de la perle rare et nous gardons l'esprit disponible pour l'animation de la vie de l'association.

Les structures et les traditions héritées des Équipes Enseignantes et de la Paroisse Universitaire se sont harmonisées sans trop de problèmes et continuent à nous faire vivre. Réunions d'équipes, rencontres diverses, sessions continuent avec un souci plus ou moins vif de renouvellement et d'élargissement du public concerné.

Notre communication a été modernisée avec la création d'un site Internet cdep-asso.org, d'une revue, *Lignes de crêtes*, d'un bulletin de liaison *CdEP Info* et d'une lettre électronique encore en cours de rodage. Ces nouveaux outils seront d'autant plus efficaces qu'ils seront pris en main par tous : envoi d'informations, participation à leur mise en forme, collaboration plus ou moins étroite avec le comité de rédaction…

Notre principale préoccupation reste le faible renouvellement de nos effectifs. Les actifs deviennent proportionnellement moins nombreux. Un vaste chantier de réflexion intitulé "CdEP scrute son avenir" a été lancé au mois de juin 2010 par une enquête auprès des membres de CdEP. Les résultats de cette enquête ont alimenté le travail du P. Gérard Defois, puis la rencontre de responsables de Montferrand, en août 2010, où il est venu apporter ses analyses. A la demande du Conseil d'Administration, le bureau a réalisé une synthèse de ce travail en énumérant des pistes qui devraient alimenter notre réflexion dans les mois à venir et nous aider à définir notre stratégie. Ce document a été publié dans le dernier CdEP Info et sur le site Internet. Nous vous proposons de commencer à l'utiliser dans le temps de travail qui va suivre cette assemblée générale.

De petits signes nous encouragent comme le succès de la session de Montferrand dont le thème était : *Faire école dans la société aujourd'hui*. Elle a en partie renouvelé son public à qui elle a proposé des conférences et des activités en accord avec ses attentes. Une équipe d'enseignants en activité se réunit régulièrement autour de Michèle Lesquoy, Philippe Leroux, Chantal de La Ronde pour préparer une session du même type, à la fin de l'été 2012.

Autre piste : les contacts extérieurs. Nous maintenons nos partenariats avec :

- Dialogue et Coopération.
- le CCFD-Terre Solidaire.
- le SIESC-Fédération Européenne d'Enseignants Chrétiens

Le rapport d'activité a mis en évidence d'autres contacts avec la Fédération Protestante de l'Enseignement, Confrontations, la Conférence des évêques de France et certains journaux, contacts qui permettent toutes sortes d'échanges, enrichissent notre réflexion, renforcent notre visibilité. Nous regrettons parfois de ne pas pouvoir donner suite à certaines invitations, comme récemment, celle de participer à la préparation des Semaines Sociales 2011 sur le thème de la démocratie. Nous essayons de nous recentrer sur notre domaine spécifique : l'école publique et la foi chrétienne. Dans la perspective dégagée par la réflexion "CdEP scrute son avenir", nous cherchons à connaître et rencontrer des associations comme "Hors les classes" à participer à des forums comme celui organisé à Lyon "Communion des éducateurs chrétiens". Ces groupes sont souvent en lien avec une congrégation enseignante comme les salésiens ou les jésuites, mais ils semblent très ouverts et nous essaierons de voir s'il est possible de travailler avec eux. Dans cette perspective, nous rechercherons toutes les occasions de renforcer nos liens avec la FPE : échanges d'articles entre nos revues, invitation à nos rencontres, participation aux leurs…

Notre vitalité et notre avenir passent par ces contacts nationaux mais aussi par la richesse des contacts qui se nouent localement dans les villes, les diocèses, les régions où nous sommes implantés.

Souhaitons que 2011, grâce à nos modestes engagements mis les uns au bout des autres, soit une année de renouvellement, de dynamisme et de rajeunissement pour CdEP.

Anne-Marie Marty
Présidente

Voir la version intégrale sur le site.

Renouvellement du CA et du Bureau

Isabelle Tellier ne souhaite plus participer au Conseil d'Administration, mais elle reste membre du Comité de rédaction de *Lignes de crêtes* où elle apporte sa connaissance du monde de l'Enseignement supérieur et des nouvelles technologies et ses compétences culturelles, en particulier cinématographiques. Anne-Emmanuelle Guillaume a accepté de la remplacer. (Voir son témoignage page 44).

Par ailleurs, Gabrielle Gaspard, tout en restant membre du Conseil, abandonne la responsabilité du secrétariat. Elle nous parle ici des six années où elle a accompagné la naissance de CdEP au plus près de toutes les joies et difficultés qui ont émaillé cette période. La session des responsables à Orsay, cet été sera naturellement le lieu d'un remerciement collectif pour son dévouement sans faille à notre association.

Elle sera remplacée à ce poste par Jean Kayser de Marseille.

CdEP, réseau d'amis réels...

À l'Assemblée Générale d'Angers, j'ai quitté la responsabilité de secrétaire générale ; je l'ai assumée trois ans aux Équipes Enseignantes et trois ans à CdEP et je peux dire : "ce qui m'a le plus motivée, c'est ce réseau d'amis réels".

Quel bonheur lors d'une rencontre de retrouver ces visages connus ou de mettre un visage sur un nom connu, de signer un chèque à de nouvelles personnes, d'aider à renouer des liens dans une région, d'accueillir dans nos locaux une jeune collègue venant du Sud, mutée dans l'académie de Créteil. Oui ce travail est au service de l'animation !

Travailler en équipe est toujours difficile et ce fut plus vrai encore au moment de la fusion. Les adhérents m'ont semblé conscients que l'enjeu en valait la peine.

Pour dépasser nos habitudes, j'ai rencontré autant de bonnes volontés que de blocages de part et d'autre.

Nous avons un objectif commun, celui de continuer d'offrir un lieu de réflexion au sein d'un mouvement d'Église pour les enseignants et les personnes travaillant dans l'Enseignement Public.

Je ne conçois cette responsabilité que portée par une équipe comprenant aussi bien l'animation que le secrétariat. Chacun est à la fois Marthe et Marie (Lc 10, 38-42). J'ai été beaucoup Marthe, j'ai organisé le mieux possible ; j'y ai trouvé du plaisir quand cela a permis à tous d'être Marie pendant nos échanges, nos célébrations et de vivre quelque chose d'important.

Oui, je crois à ce service pour le groupe que nous formons, même si nous ne savons pas bien comment il évoluera. Je me suis rendu compte que chacun vit le service auquel il est appelé avec sa personnalité ; chacun à son tour, il est important de laisser sa place. Merci de m'avoir fait confiance comme nous le faisons aujourd'hui à Jean Kayser.

Je reprends le commentaire que l'une d'entre nous a partagé lors d'un dernier Conseil d'Administration : "C'est vous qui m'aidez à garder les bras levés, comme Moïse au Sinaï". Aidons-nous dans notre recherche de foi en Dieu et en Jésus-Christ, professons-la si nous le pouvons. Je continuerai avec CdEP d'être partie prenante de ce beau métier d'enseignant qui m'a fait devenir ce que je suis maintenant.

Gabrielle Gaspard, 5 mai 2011

Conseil d'Administration

Christine ANTOINE	
Chantal DE LA RONDE	
Gérard FISCHER	*Vice-président*
Gabrielle GASPARD	
Anne-Emmanuelle GUILLAUME	
Jean KAYSER	*Secrétaire*
Philippe LEROUX	
Michèle LESQUOY	*Responsable de la session actifs 2012*
Anne-Marie MARTY	*Présidente*
Sylvie PAQUET	
Dominique THIBAUDEAU	*Trésorier*
Jacqueline XHAARD	

Vous trouverez ci-dessous (et sur notre site) la version définitive qui a été approuvée à Angers et envoyée à la presse et à un certain nombre d'associations amies.

Classes en panne, enseignants en difficulté

Depuis la rentrée de septembre 2010, davantage que par le passé, nous sommes en contact avec de jeunes enseignants qui rencontrent de sérieuses difficultés dans leurs débuts professionnels. Suite aux dernières mesures du gouvernement, et avant même d'avoir reçu une formation professionnelle, ils ont en charge un service quasi complet devant les élèves.

Cela entraîne inévitablement des contraintes insurmontables pour des jeunes qui voulaient assumer consciencieusement leur nouvelle vie professionnelle, et se trouvent dans l'incapacité de maîtriser certaines situations auxquelles ils sont confrontés dans les classes. Les conséquences (sentiment d'échec, perte de l'image de soi pouvant mener à la démission, mais aussi forte baisse déjà constatée des candidatures aux concours) sont redoutables pour eux comme pour l'Éducation Nationale.

En même temps, les élèves qu'ils ont en charge sont tentés d'utiliser cette occasion pour se disperser, perturber, exprimer leur mal-être, de toute façon à leur propre détriment. Et leurs parents ne trouvent pas en face d'eux l'interlocuteur professionnel dont ils ont besoin pour les aider à assumer leurs responsabilités éducatives dans une relation de dialogue et de coopération.

Or une pratique éducative respectant la dignité de chaque personne, de chaque acteur, paraît, aux chrétiens que nous sommes, une exigence incontournable.

Dans cette situation, quelle que soit notre volonté de ne pas faire le jeu d'une politique contestable, nous appelons nos collègues à une solidarité active envers les stagiaires en difficulté, et également envers tous ceux, vacataires, contractuels ou autres, qui n'ont pas pu bénéficier d'une formation. L'attention aux personnes nous impose de prendre des initiatives de proximité et d'urgence !

Nous appelons aussi nos concitoyens à un débat sérieux sur la mission que la Nation assigne à l'École et les moyens qu'elle doit lui donner pour fonctionner, au premier rang desquels des enseignants correctement formés. Nous demandons également à tous d'engager toutes les actions légitimes, au plan syndical ou politique, pour qu'il soit répondu correctement à ces besoins.

Enfin, pour que l'École soit un des lieux où une société ouverte et fraternelle pourra naître, nos associations mettront en œuvre échanges, rencontres et formations, en relation avec notre espérance de croyants.

CdEP à Angers, le 2 avril 2011

Ce texte a eu des échos très favorables, comme une publication dans la lettre électronique de La Vie, *introduite par une interview de Gabrielle Gaspard, une interview de Gérard Fischer sur radio Notre-Dame... (voir site cdep-asso.org).*

Les enseignants chrétiens dénoncent la galère des jeunes profs

L'association Chrétiens dans l'Enseignement Public et la Fédération Protestante de l'Enseignement cosignent un texte pour dénoncer les conditions de travail difficiles des enseignants stagiaires. Et appellent leurs adhérents à accompagner au mieux ces jeunes collègues, qui se trouvent parfois dans une véritable détresse...

Audrey Steeves

début du reportage publié dans La lettre électronique de *La Vie* le 11 avril 2011

Petite partie d'un grand tout

À gauche il y a un homme aux cheveux bouclés entourés d'une auréole ; il est légèrement voûté et porte un livre ouvert dans ses mains ; il est sur le pas de sa porte ; il a le regard vague du méditatif perdu dans ses pensées. Et peut-être la scène présentée à droite de l'image est-elle une vision, la sienne ?

Cette scène à droite, comme au théâtre.

Au centre, sur un promontoire, une cuve à vin pleine à ras bord déborde et un fleuve rouge se déverse vers la droite, descendant une pente pour rejoindre une ville fortifiée : tours, maisons, église. Un cheval qui sort par la porte à herse de la cité (et dont on ne voit que la tête) doit lutter contre les flots du liquide rouge ondulant qui arrivent jusqu'à lui. Le décor de fond est formé d'une vigne bien garnie de belles grappes et d'un arbre à fleurs rouges. À gauche de la cuve débordante deux êtres se disputent une grappe de raisin. L'un est muni de grandes ailes, sa tête est aussi auréolée, il est habillé de rouge et de lumière. Il a une serpe dans la main droite et semble menacer la créature qui lui fait face ; cette dernière est petite, toute faite d'une tonalité ocre rouge, poilue, griffue, cornue et grimaçante.

Les lignes de bordures de l'image, supérieures et inférieures, qui fléchissent, indiquent la souplesse d'un textile, il s'agit en effet d'une tapisserie.

Sur le fond d'un bleu sombre s'inscrit en clair le graphisme des branches en volutes et des feuillages. Le sol d'un bleu clair est piqueté d'herbes et de petites plantes fleuries.

Peu de couleurs dans cette composition : bleu, rouge, ocre rouge et brun, jaune et blancs plus ou moins purs.

L'image ici représentée est une très petite partie d'un ensemble considérable, une tapisserie qui date de la fin du XIVe siècle connue sous le nom d'Apocalypse d'Angers, ville où elle est conservée dans une longue galerie du château. Cette tenture monumentale est faite de laines aux couleurs vives. Commandée par le duc Louis Ier d'Anjou, elle fut vraisemblablement tissée à Paris d'après des cartons de Hennequin de Bruges (Jean de Bruges), peintre attitré du roi Charles V ; son style emprunte beaucoup aux miniatures qui illustraient alors le texte de l'Apocalypse de Jean. Le développement de la tapisserie se faisait à l'origine sur 140 mètres de long, une centaine nous reste aujourd'hui. L'ensemble comprenait sept pièces, il n'en reste que six. Chaque pièce présente 14 scènes (sept sur deux niveaux) auxquelles on doit ajouter de grands personnages. Les scènes sont présentées alternativement sur un fond bleu ou sur un fond rouge. La scène choisie pour cet article est à fond bleu. Comme souvent, dans la tapisserie, la couleur opposée, le rouge ici, est présente en plus petite quantité. Ce contraste met en valeur la cuve et son débordement. Toute l'image illustre le texte de Jean : *"L'Ange alors jeta sa faucille sur la terre, il vendangea la vigne et versa le tout dans la cuve de la colère de Dieu, cuve immense ! Puis on la foula hors de la ville, et il en coula du sang qui monta jusqu'au mors des chevaux sur une étendue de mille six cents stades".*

L'*Apocalypse* de Jean est une révélation, un dévoilement. Il fait référence au contexte de son époque qui est ici interprété dans une autre époque bien différente et l'intérêt pour cette représentation aujourd'hui manifeste encore des différences. Je ne conserverai que ce qui est permanent, cette lutte entre le rouge et le bleu. La lumière et l'ombre sont plus suggérées symboliquement que représentées dans cette tapisserie, et marquent la progression des visions de Jean et la lutte permanente entre l'Ange lumineux, principe divin, et le petit diablotin rouge, principe démoniaque. Cette révélation nous concernerait-elle ?

Les événements dramatiques sur notre terre sont souvent isolés ou nous paraissent éloignés et l'on peut croire qu'ils n'affecteront pas notre tranquillité ni notre survie, mais, quand la puissance pure de la nature s'allie à la puissance exploitée par l'homme, pouvons-nous imaginer ce qui se passera ? Ce n'est encore qu'un Tsunami qui bouscule une usine atomique avec quelques dizaines de milliers de morts, ce n'est encore qu'un dictateur qui massacre son propre peuple, ce ne sont que quelques révoltes contre la corruption des hommes au pouvoir, ce ne sont encore que des conflits d'ethnies ou des guerres de religions… Mais c'est déjà un nuage atomique qui voyage sur notre planète bleue, mais c'est déjà un terrorisme international aveugle…

Où est la sagesse des peuples ? À quoi servent les révélations de Jean qui traversent les siècles ? La cuve va-t-elle cesser de déborder ? Le fleuve rouge va-t-il cesser de rejoindre le mors des chevaux ? Si notre cuve est trop pleine, quand sera-t-il trop tard ? Nos prières un jour n'auraient-elles plus de sens ? Dieu veut-il nous éprouver comme il mit Job à l'épreuve ? Sommes-nous cet homme à la gauche de l'image ? Interrogerons-nous assez le livre ouvert pour y trouver des révélations ? Nous posons-nous suffisamment de questions ?

Dans une petite partie du monde, c'est mon jardin, il y a des arbres blancs, des fleurs bleues et roses, violettes… Il y a de l'herbe qui pousse, les champs alentour qui passent du jaune au vert Véronèse, il y a les oiseaux qui chantent, les lézards qui lézardent et mon chat qui les regarde par la fenêtre, et en ce printemps exceptionnel, il y a le soleil qui, lui, connaît le mystère de la puissance infinie. Mais que va-t-on pouvoir faire pour que le grand tout ressemble un jour à cette petite partie ?

Peut-être Philippe Delerm va nous aider : *"Et puis comment être solaire"*, écrit-il dans *Le trottoir au soleil*, *"quand l'humanité souffre partout, quand la douleur physique et morale, la violence, la guerre recouvrent tout ? Eh bien peut-être rester solaire à cause de tout cela. Constater, dénoncer sont des tâches essentielles. Mais dire qu'autre chose est possible, ici. Plus les jours passent et plus j'ai envie de guetter la lumière, à plus forte raison si elle s'amenuise. Rester du côté du soleil".*

En 1937, Jean Lurçat, peintre et créateur de cartons de tapisseries découvre la Tapisserie d'Angers ; c'est pour lui un immense choc. C'est alors qu'il décide de réaliser un grand ensemble ou le pire et le meilleur de notre monde vont s'affronter : *Le Chant du Monde*. Sa réalisation sera commencée vingt ans plus tard, en 1957 ; 80 mètres de tapisseries (sur 4,50 mètres de haut) seront nécessaires à ce Chant en dix panneaux : La Grande Menace : La Bombe Atomique – L'homme d'Hiroshima – La Fin de Tout – La Tenture des Soleils : L'Homme en Gloire dans la Paix – L'Eau et le Feu – Le Grand Charnier – Champagne – La Conquête de l'espace – La Poésie – Ornamentos Sagrados.

Avec un langage plastique très personnel qui réactive au XXe siècle l'art de la tapisserie dans le respect de la tradition, Jean Lurçat offre une réplique moderne à la tapisserie de Jean de Bruges. Le Chant du Monde est installé maintenant aussi à Angers dans l'ancien hôpital Saint-Jean transformé en Musée de la tapisserie.

Le mot apocalypse est devenu dans le langage courant synonyme de grande catastrophe, de fin de tout. Le revers du mot comme celui de ces tapisseries ne serait-il pas *Joie de Vivre,* premier nom donné par Jean Lurçat à son grand ensemble tissé, une révélation !

Alain Gobenceaux
avril 2011

De qui s'agit-il ?

- Albert Schweitzer
- Andreï Sakharov
- Aung San Suu Kyi
- Caravane de la paix
- Charles de Foucault
- Cyrille et Méthode
- Dalaï Lama
- Folles de la Place de Mai
- Frère Roger de Taizé
- Geronimo
- Iqbal Mashi
- Léopold Sédar Senghor
- Liu Xiaobo
- Mahatma Gandhi
- Martin Luther King
- Maximilien Kolbe
- Moines de Tibhirine
- Monseigneur Desmond Tutu
- Monseigneur Dom Basilio Nascimento
- Monseigneur Helder Camara
- Monseigneur Oscar Romero
- Monseigneur Samuel Ruiz
- Mstislav Rostropovitch
- Nelson Mandela
- Peter Benenson
- Peuple Aborigène
- Peuple Inuit
- Rigoberta Menchu
- Rosa Parks
- Salvador Allende
- Sasaki Sadako
- Shirin Ebadi
- Simon Bolivar
- Sœur Emmanuelle
- Toussaint Louverture
- Wangari Maathai

De qui s'agit-il ? Quels sont les personnages ou groupes présents sur cette carte ?
Retrouvez-les dans la liste page 51.

Comité de Rédaction : Suzanne Cahen, Pierre Darnaud, Francis Filippi, Chantal Guilbaud, Monique Judenne, Philippe Leroux, Agnès Martinez, Anne-Marie Marty, Mireille Nicault, Cathy Réalini, Marie-Inès Silicani, Isabelle Tellier, Marie-Françoise Tinel

Collaborateurs : Alain Gobenceaux (iconographie)
Georges Million et Dominique Thibaudeau (dessins)
Claude Ollivier (discographie)
Christine Paoletti et Françoise Pontuer (secrétariat)
Andrée Fabre, René Kupperschmitt, Annick Lemonnier, Nicole Moine, Claude Wiéner (relecture)

Chrétiens dans l'Enseignement Public - 170 Boulevard du Montparnasse 75014 Paris
Tél. : 01 43 35 28 50 - site électronique : http://www.cdep-asso.org/